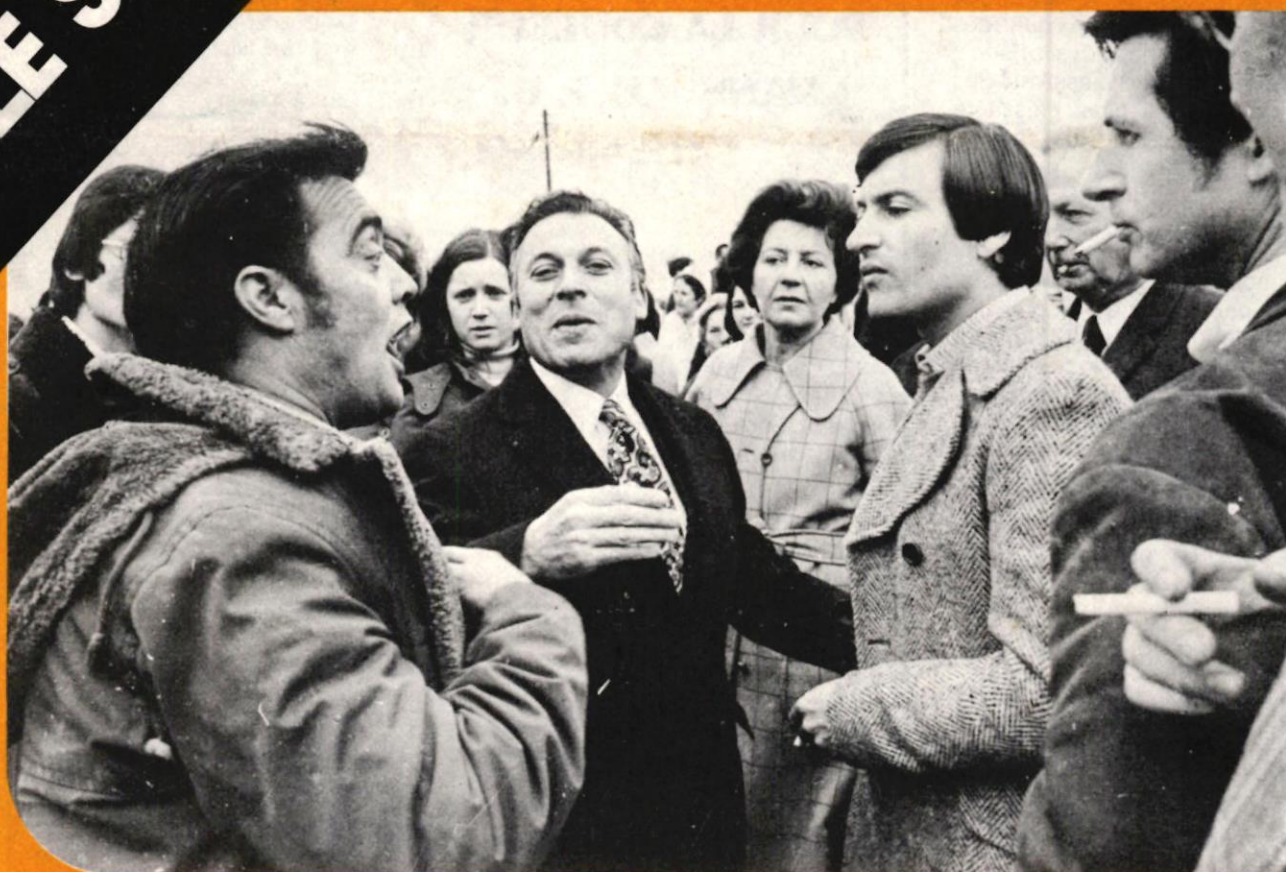


139
**QUI EXPLOITERA
LE SOUS-SOL BRETON ?**

2^F

PEUPLE BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé



**TRANS-
OCEAN
LA
BAGARRE**

D.R.



**VIET-
NAM
LA
VICTOIRE**

Photo Roger Pic/Gamma

Edito

INDOCHINE : IL N'Y A PAS DE PETIT PEUPLE

Après trente ans de guerre ininterrompue, le peuple vietnamien a enfin libéré sa terre tandis que simultanément son voisin, le peuple khmer, lavait le Cambodge de la trahison de la clique de Lon Nol et son autre voisin, le peuple laotien s'apprête à se débarrasser de la présence des Américains, soutien de la droite anti-nationale.

Quelles leçons et quels exemples pour tous les peuples du monde !

Une leçon de courage tout d'abord et d'extraordinaire courage. Après avoir connu la présence française qui, dès la III^e République, inaugura le règne des bagnes, des prisons, des exécutions sommaires et des représailles massives, les peuples indochinois ont dû faire face à la plus puissante armée du monde, à sa détermination fasciste et à sa barbare technicité. Seuls, ou presque, à certains moments, ces peuples ont tenu, puis vaincu. Tenu parce qu'au plus profond des jungles, tout au long des kilomètres de la piste Ho-Chi-Minh, dans la rudesse des Hauts-Plateaux, dans l'angoisse de la clandestinité urbaine, des hommes — de simples hommes — ont quotidiennement — et par millions — été des héros. Il a fallu du courage à la population du Nord-Viêt-Nam pour assister, la rage au cœur, à la destruction systématique d'un pays que le socialisme avait permis d'édifier après la déroute française... Il a fallu du courage aux combattants du G.R.P. pour faire monter au combat deux ou trois générations de Viêt-Namiens.

Leçons de courage, mais aussi leçons de patience et d'intelligence. Pas une quelconque « patience asiatique », mais la patience révolutionnaire, fondée sur la détermination, sur la conviction, sur la formation de chacun : il n'y avait pas de place pour des aventuristes gauchistes dans la formidable épopée indochinoise. Pas de place non plus pour la droite : dès le début, elle a trahi, et s'est livré aux délices monayés de « l'American way of life » : le nationalisme, lorsqu'il ne s'appuie pas sur le peuple mène à la caricature de patriotisme des Ky, Thieu, Minh et autres Lon Nol... Ne l'oublions pas. N'oublions pas non plus l'intelligence de ces peuples qui ont su trouver dans leur histoire, dans leurs terres, dans leurs traditions les moyens de vaincre la formidable puissance impérialiste.

Mais tout en menant des luttes autonomes, les peuples laos, khmer et vietnamien ont, depuis le début, placé leurs combats sous la bannière du socialisme international. Et l'aide qu'ils ont reçue de l'Union Soviétique ou de la Chine populaire, l'appui constant des forces progressistes mondiales doivent nous rappeler que le monde est divisé en deux blocs et que c'est dans le camp anti-impérialiste (même si tout est loin d'y être parfait) que les peuples opprimés trouvent leurs alliés et non dans le pseudo « monde libre » de leurs colonisateurs et de leurs agresseurs...

Enfin, et pour nous autres militants bretons d'un peuple colonisé d'Europe, l'exemple est historique : ces peuples victorieux sont des peuples patriotes. Chez eux, on ne cachait pas son drapeau dans sa poche. Le socialisme révolutionnaire a montré, en Indochine, qu'il n'est pas incompatible avec l'expression la plus forte du patriotisme libérateur.

Culture, histoire, solidarité nationale, ferveur populaire, tout a été mis en œuvre pour que le mois de mai 1975 voit renaître des nations majeures, indépendantes et fières. En ces temps où il est parfois de bon ton de concéder au « régionalisme » un terrain qu'on refuse d'autant mieux aux peuples, l'Indochine est là pour nous rappeler que le nationalisme des peuples colonisés est un élément authentiquement progressiste.

Dans un monde où les directives sont trop facilement prises à Washington, à Pékin ou à Moscou, les combattants victorieux d'Indochine nous rappellent qu'il n'y a pas de petits peuples.



La vie de

Souscription permanente pour le progrès du « Peuple Breton »

POUR LA COULEUR DANS LE P.B.

Nous remercions sincèrement les donateurs du mois dernier : notre souscription a repris avec vigueur, dès le début de la nouvelle année U.D.B. et notre pari d'atteindre le million d'anciens francs n'apparaît pas irréaliste. Que chacun songe ce mois-ci à notre souscription, donner au *Peuple Breton* ne vous appauvrit pas.

Pour marquer dignement le rassemblement populaire de la fête du P.B. à Langolvoas à la fin de ce mois, nous introduisons cette fois-ci une couleur d'appoint dans le P.B. rendu ainsi plus agréable : c'est la 3^{ème} fois en deux ans que nous procédons ainsi. Nous pourrions faire de même tous les mois, mais il nous faudrait pour cela une petite recette supplémentaire mensuelle.

Voulez-vous être de ceux qui, par leurs aides accumulées, rendront possible cette modernisation du P.B. ? Merci d'avance.

2^e liste

B.Y. - 92 Fontenay	30,00
L.Y. - Caen	30,00
Le Guern - 95 Herblay	30,00
Dantec - 94 Ivry	30,00
B. J.-L. - Le Conquet	20,00
Jestin Y. - Nanterre	30,00
Tanguy J.-P. - Brest	20,00
A.G. - 57 à Thionville	17,34
G.J.Y. - Concarneau	20,00
B.J. - 91 à Breuillet	30,00
Trévidic - Huelgoat	15,00
G.D. - 91 à Massy	30,00
Le Bris - Concarneau	20,00
T.P. - 92 Boulogne-Billancourt	30,00
L. - 56 à Guiliers	20,00
Kergoat au Niger : « pour soutenir un journal courageux et lucide »	20,00
T.M.L. - Lorient	30,00
G.M. - 94 Rungis	40,00
Total de la 2 ^e liste	462,34

Report de la 1^{re} liste 1.049,00

Total 1.511,34

Collections reliées

Nous signalons à nos lecteurs, et particulièrement aux bibliothécaires, archivistes, documentalistes, collectionneurs, etc... que nous disposons de collections complètes RELIÉES de l'année 1974 du *PEUPLE BRETON*.

Ces collections seront réalisées, au fur et à mesure des commandes, dans la limite des exemplaires disponibles.

Pour toute commande adresser un chèque de 50,00 F. (franco) à : Le Peuple Breton, C.C.P. Rennes 2365.76 avec votre adresse.

« LE PEUPLE BRETON » mensuel

Boîte Postale 304
29273 BREST CEDEX

ABONNEMENTS

Ordinaire : 20 F
De soutien : à partir de 30 F
Etranger : 30 F
Etranger (par avion) : 45 F
C.C.P. 2 365-76 RENNES

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 1,20 F en timbres pour frais. Merci d'avance.



Cliché Syndicalisme C.F.D.T.

L'Union démocratique bretonne

St Thegonnec

Reflet de l'implantation toujours meilleure de notre parti une section s'est créée le mois dernier dans le canton de Saint-Thégonnec (Plou-

néour-Menez, Le Clôître, Pleyber-Christ, Saint-Thégonnec). Elle regroupe des militants locaux rattachés auparavant aux sections de Morlaix et des Monts-d'Arrée. Les sympathisants peuvent prendre contact avec cette nouvelle section par l'intermédiaire de la boîte postale de l'U.D.B.

la fête du peuple breton

Attention ! Retenez ce week-end. Sur le plateau de Langolvoas près de Morlaix se déroulera une grande fête. Des chanteurs, du théâtre, des danses, des repas, des stands des expos, dans un climat d'union populaire et de liberté. Ce sera la première fête du Peuple Breton : nous pouvons en faire un grand moment d'expression bretonne.

Voulez-vous des billets d'entrée dans l'enceinte de la fête ? Nous vous les expédions contre 3 Francs pièce (+ enveloppe timbrée pour le retour). Vous voulez l'autocollant de la fête ? Ajoutez un ou plusieurs timbres à 1,00 F à votre envoi. Retenez votre week-end : nous irons à la fête du P.B. et du P.V.

28-29 juin 1975

Paris : 4 sections U.D.B.

L'organisation de notre Parti dans la région parisienne vient d'être améliorée et développée. Les deux sections de Paris-ouest et Paris-est disparaissent pour laisser la place à 4 sections nouvelles, ce qui renforce sérieusement notre implantation dans l'émigration. Les nouvelles sections ont pris les noms des gares qui les désignent : soit section de Paris-Montparnasse, section de Paris-Saint-Lazare, section de Paris-Saint-Denis et section de Paris-Austerlitz ce qui porte à 35 le nombre des sections de l'U.D.B.

Nous invitons nos lecteurs parisiens à venir renforcer nos rangs en prenant contact avec nos sections qui tiennent une permanence tous les samedis.

Paris

PERMANENCE

Les sections de Paris organisent tous les samedis une permanence où l'on peut venir discuter avec les militants de l'U.D.B.

Elle se tient de 15 à 17 heures, chaque samedi donc, à :

Ker-Varker
15, rue Guy-Moquet
PARIS 17^e

POUR UN

GRAND

PARTI

BRETON

DE GAUCHE

LA CHARTE DE L'U. D. B.

*le texte qui doit
rassembler les Bretons*

- 1 — L'U.D.B. est un parti rassemblant les Bretons et amis de la Bretagne conscients de la vocation nationale de la Bretagne et convaincus de la nécessité de construire le socialisme dans leur pays. Elle fonde son action sur la lutte de classes.
- 2 — L'U.D.B. combat pour l'établissement d'un régime démocratique dans lequel les classes travailleuses assureront le pouvoir.
- 3 — L'U.D.B. combat pour la défense et le développement de la personnalité du peuple breton sur les plans économique, social et culturel, donc politique.
- 4 — L'U.D.B. affirme la nécessité de la disparition du capitalisme et combat pour l'appropriation collective des moyens de production et de distribution par les travailleurs.
- 5 — L'U.D.B. affirme la nécessité d'une planification socialiste de l'économie, au service des travailleurs, avec contrôle et décisions démocratiques.
- 6 — L'U.D.B. affirme le rôle irremplaçable des organisations syndicales représentatives dans la défense des intérêts des travailleurs.
- 7 — L'U.D.B. affirme que l'établissement d'une véritable culture populaire est partie intégrante de la construction d'une Bretagne socialiste.
- 8 — L'U.D.B. affirme que la nécessité du combat socialiste impose le respect des croyances philosophiques et religieuses.
- 9 — L'U.D.B. condamne toute forme de dégradation de la personne humaine, notamment le fascisme, le racisme, le totalitarisme.
- 10 — L'U.D.B. se prononce pour l'établissement d'une Europe socialiste avec tous les peuples qui la composent sur un même plan d'égalité, de respect et de reconnaissance réciproque.
- 11 — L'U.D.B. affirme son attachement aux principes de l'internationalisme prolétarien et au respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.
- 12 — L'U.D.B., hostile au militarisme, affirme la nécessité d'un désarmement généralisé.
- 13 — L'U.D.B., solidaire des peuples opprimés, condamne l'impérialisme, cause de leur aliénation économique, sociale, culturelle et politique.

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A..... le 197

Adresser ce bulletin (découper ou recopier) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

A PLESSÉ LA JUSTICE BOURGEOISE A RECULÉ.

Les 12 salariés et paysans embarqués brutalement au cours d'une nuit de garde à la ferme du Comte Armand et condamnés d'une manière expéditive, ont été relâchés le 5 mai après leur comparution en appel à Rennes.

On n'oubliera pas les brutalités policières à leur égard et la manière dont 27 manifestants devant la prison de Nantes ont été encerclés, matraqués, ramassés et gardés à vue. On n'oubliera pas, non plus, les rassemblements de Plessé, de Nantes et de Rennes qui ont finalement fait reculer le pouvoir, malgré les tartarinades du préfet Camous, s'en prenant même à ce qu'il a appelé la "censure journalistique". Un préfet discuté par la presse, voilà un signe qui ne peut que réjouir les défenseurs de la liberté.

On se rappelle les faits. Un jeune ménage avait été installé dans une ferme manifestement abandonnée par son propriétaire. Celui-ci s'était déjà signalé à l'attention des travailleurs par sa façon de régler ses dettes au personnel à son service malgré la décision des tribunaux, façon que la C.F.D.T. a fort opportunément dénoncée par un tract au cours du meeting en faveur des emprisonnés, sur la place de la Duchesse Anne.

Cette page de la lutte ouvrière et paysanne n'est pas encore tournée, car le Comte Armand fort d'appuis de gens de sa classe et de quelques malheureux fourvoyés de la F.F.A., a porté plainte pour dégradations et violation de domicile.

Pour leur part, les sections nantaises de notre Parti ont exprimé leur soutien aux agriculteurs en lutte pour conserver leur outil de travail et, principalement à ceux qui ont été victimes de la répression. Dans un communiqué (dont une partie n'a pas été reproduite) elles ont dénoncé le préfet dans ses tentatives de discréditer le combat mené. Elles ont ajouté que l'opinion publique ne s'y trompera pas, car elle sait que les paysans et ouvriers sont victimes du système de profit qui nous régit. Les événements de la Vigne-Marou comme ceux de la So-trimec, de Gitane, de Dubigeon-Normandie, etc... sont la suite logique de la désertification qui menace la péninsule bretonne.

A.R.

pladenou keltieg
rikou soner
38, rue pierre-semar
quimper

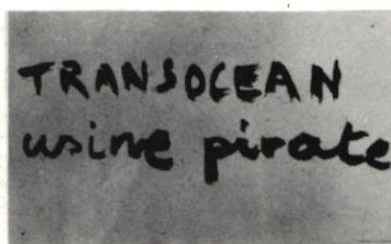
TRANSOCEAN :

UN PATRON DE CHOC TROUVE A QUI PARLER

Vous passez huit heures devant une machine à coudre, les yeux vous brûlent, votre dos courbé vous fait mal. Vous vous redressez quelques secondes, le temps de vous détendre et de manger une pomme...

Mais on vous a vue, vous êtes prise sur le fait : « Faute grave ! » C'est la mise à pied, la perte du salaire, sans compter la prime. Ça fait cher la pomme, ça fait cher la seconde d'évasion à Transocéan !

Transocéan, c'est l'exemple majeur de l'usine-pirate ; c'est le rhumatisme des travailleurs brestois, là où ça fait le plus mal quand le climat social est lourd. C'est un capitalisme de combat, d'une effrayante nullité quand il s'agit de gérer mais d'une efficacité totale quand il s'agit de briser une grève.



Le Peuple Breton.

Déjà, en 1970, sur les murs...

Transocéan, c'est Dabaghian, patron de choc comme on n'en fait plus beaucoup et qui ne peut admettre que les travailleurs bretons s'opposent à ce pourquoi il est venu en Bretagne : exploiter une main-d'œuvre docile, bon marché, peu formée aux luttes, bref, un peu demeurée selon l'image de marque que les notables bretons réussissent à vendre dans les années 60 pour attirer quelques industriels ratés ou aux abois.

« Dabaghian en prison » réclamaient les grévistes brestois dans les manifestations de mai. Il n'est pas étonnant

protestations, surtout pas de syndicat, vous devriez déjà être content qu'on vous donne du travail ! Il est déjà venu à bout de la C.F.D.T., comme ça, en 68. Il n'a même pas eu besoin de licencier : les intimidations, les changements de poste, les menaces, les pressions, la surveillance constante, les mises à pied ont eu raison des plus solides.

Il est vrai qu'à l'époque, il avait en Conf un directeur du personnel très efficace. Conf est parti et, pendant quelque temps le climat a été moins oppressant ; mais il y a maintenant dans la maîtrise des jeunes gens très zélés dans leur rôle de chiens de garde. Ce sont eux qui, le quatre avril, vinrent chercher par la manche les ouvrières réunies en assemblée générale pour les envoyer au travail.

Dabaghian a réussi, à force d'incompétence et de mépris des lois, à se mettre tout le monde à dos depuis l'inspection du travail à qui il n'a pas signalé la mise à pied de M. Merle, prêtre ouvrier et délégué C.G.T., jusqu'à la DATAR, qui voudrait bien avoir un partenaire plus sérieux, en passant par le préfet qui, en dépit d'un coup de téléphone, refusa de faire évacuer l'usine par la force, et par les patrons brestois, jaloux des subventions qu'a touchées ce décentralisé, et qui ne l'ont jamais vu, ni à leurs réunions, ni à leurs tables. Pour un peu, ils l'accuseraient de ne pas être du même monde !

Il n'y a que la municipalité brestoise à se taire, ou presque, alors qu'elle aurait dû être la première à parler : c'est elle qui a fait Transocéan, à coup de millions, de primes, de terrains viabilisés, d'exonération de patente et de garanties d'emprunts. C'est par son biais que Transocéan appartient à tous les Brestois. Mais Berest, le maire, attermoie, il dit qu'on pourrait peut-être réunir un conseil, pour voir... En vérité,

Avant l'annonce des licenciements, Transocéan employait 260 personnes, mais il en est passé dix fois plus dans l'usine depuis dix ans. Seul le climat de sous-emploi endémique permet à l'entreprise de continuer ses pratiques : une ouvrière, avec six ans d'ancienneté a touché en mars 1 280 F, toutes primes comprises, une autre 1 430 F. Et dans quelle ambiance ! Menaces, insultes, brimades, ironie facile des petits chefs qui, en Bretagne comme en Algérie ou en Indochine ont toujours traité de paresseux ceux qui travaillent pour eux. Et toujours la menace de la « faute grave » qui vaudra une mise à pied et la perte des primes. « Un jour, a dit une ouvrière à Ouest-France, j'ai été malade — crise de foie ? Eh bien, mangez des nouilles et du jambon ! », lui fut-il répondu...

Comme l'a dit Dabaghian, « il y a là un manque d'enthousiasme... »

Le quatre avril, ça éclate. Elles en ont assez d'être constamment souquées. Elles arrêtent. Les cadres s'affolent, les poussent vers leurs machines, les menacent de réduction d'horaire en cas de débrayage ou de fermeture en cas de grève illimitée. Elles se retrouvent à cinquante dehors, tout étonnées d'avoir osé braver le patron.

Un mois plus tard, Dabaghian annonce 116 licenciements dont, bien sûr, les cinq délégués C.G.T. Aussitôt, c'est la grève. Dabaghian oublie ses 116 licenciés, en choisit 56 autres, les grévistes, et annonce en toute candeur qu'ils sont licenciés pour « faute grave », pour avoir exercé leur droit de grève ! Pour faire bonne mesure, il met illégalement à pied le délégué. La D.A.T.A.R. demande l'annulation des licenciements. Dabaghian répond par deux autres licenciements, parmi les non-grévistes cette fois, toujours pour « faute grave ». Le 22 mai, c'est la grève générale à Brest, 15 000 personnes sont dans la rue : Transocéan, c'est un symbole.

Armen Dabaghian est venu à Brest en 1963 ; le siège de Transocéan est toujours à Paris, 25, avenue Matignon. Il devait créer 1 000 emplois et n'a jamais dépassé 550. Il a touché des primes extraordinairement élevées, entre autres une prime d'équipement comprise entre le quart et le tiers des investissements, une prime de 13 000 F par emploi créé, une indemnité de décentralisation... En tout, plus d'un demi-milliard. Pendant plusieurs années, il n'a pas payé de patente, il a touché des aides à la formation pour des personnels qui passaient en fait très vite à la production.

Aujourd'hui, et malgré différentes rallonges, le citron est pressé, et Dabaghian est aux abois. La gestion est déplorable et le stylistique « Olivier-de-Verlon » n'est plus dans le coup. Les cadres n'achètent même plus les coupes de tissu à prix réduit : c'est quasiment « immettable ». Le nombre des emplois diminue et Dabaghian entrevoit la fermeture en rêvant de cieux meilleurs où rééditer le coup de Brest.

L'opération de ces derniers jours a pour but de tenter de faire retomber sur les travailleurs les erreurs et l'incapacité des patrons. « Je ne remets plus les pieds à Brest », a dit Dabaghian à plusieurs reprises.

Sans même rendre de comptes ? Sans même dire merci ? C'est beau, la décentralisation !

Jean Guégénat.



Tenir les cadences...

que le personnage ait cristallisé la colère : Dabaghian, le P.D.G. parisien qui allait lui-même livrer ses imperméables. Dabaghian-le-mendiant, quémendeur de subventions ; Dabaghian-le-chantage, menaçant de partir en Alsace si on les lui refuse. Dabaghian-le-fanaron, posant bras-dessus, bras-dessous avec ses braves ouvrières, mais brisant impitoyablement la résistance nerveuse de quiconque ne se plie en silence à la loi du rendement. On est en Bretagne, ou quoi ? Alors, surtout pas de

condamner fermement Dabaghian, ça serait effaroucher d'autres patrons, tenir à leurs yeux l'image d'une équipe qui leur a toujours été soumise ; ça serait aussi désavouer Lombard.

« Maître Lombard a fait énormément pour m'aider » a dit Dabaghian, le 8 mai, dans les salons du « Continental », le plus grand hôtel brestois. Et comment ! Il fut même son avocat lorsque des procès l'opposèrent à son personnel !

S. L. E. TREGUIER :

« JEUNES, FEMMES ET BRETONNES : TRIPLEMENT EXPLOITÉES »

Un vent d'indignation soufflait sur le groupe de notables du canton réunis par le préfet des Côtes-du-Nord à la mairie de Tréguier. Dehors, 150 manifestants, pour la plupart grévistes de l'usine d'électronique nouvellement installée à côté de Tréguier, manifestaient avec des pancartes où l'on pouvait lire, entre autres : « Non à la surexploitation des Bretons » et « Non aux salaires de misère ». Des militants syndicaux et politiques d'autres entreprises avaient tenu à leur apporter leur soutien. A l'intérieur, l'atmosphère était toute différente : « Comment, on leur donne une usine toute neuve, ultra-moderne, on embauche des jeunes, sans traditions syndicales, on leur donne des salaires comparables à ceux de beaucoup de salariés plus âgés du Trégor, et les voilà en grève illimitée ! » Tels étaient, en gros, les propos de la majorité des notables bretons qui entouraient le préfet. Belle illustration du fossé qui sépare aujourd'hui la Bretagne des travailleurs de celle des notables, pour la plupart conservateurs et soumis au pouvoir politique comme aux industriels. « Grève politique, œuvre du parti communiste et de ses alliés », se hâtèrent de lancer certains auprès du préfet. Dans les rues parcourues par le cortège des manifestants, dans les boutiques et les maisons voisines, des gens silencieux qui se gardaient bien de prendre parti et refusaient le dialogue. C'est « cette majorité silencieuse » qui fera la décision, en restant dans l'expectative, en s'indignant de voir de si jeunes ouvrières, pas plus mal payées que les autres, « désobéir » à leur employeurs. C'est la troisième Bretagne, celle de l'obéissance, de la soumission, de la résignation, de « l'apolitisme ». Hostile par principe au désordre, aux grèves, à la politique et au syndicalisme, cette Bretagne-là est encore majoritaire dans la région de Tréguier. Elle se

contente d'espérer le beau temps et l'essor du tourisme. Par conformisme, sans enthousiasme, elle élit des notables conservateurs, elle condamne tout mouvement de révolte de la part des jeunes. Si pourtant ce mouvement était légitime ? Rares sont ceux qui se posent la question.

POURQUOI CETTE GREVE ?

Le 24 avril, les ouvrières et ouvriers de la S.L.E. de Tréguier décidaient de « débrayer » une heure quarante-cinq minutes pendant que le directeur local recevait les délégués. De passage à l'usine, le directeur général de la S.L.E. refusa de recevoir les délégués. Scandalisé, le personnel réagit immédiatement :



Reproduit de Ouest-France

En attendant le préfet

ment : grève illimitée des O.S. Plusieurs rencontres avec la direction, une manifestation commune avec « ceux de Lannion », des interventions auprès du maire de Tréguier et du sous-préfet de Lannion ne donnèrent rien. La C.F.D.T., la CGT la FEN, le PCF, le PS, l'UDB (section de Tréguier) et le PSU formèrent alors un comité de liaison, appelèrent à un meeting à Tréguier (250 personnes) et fondèrent un

comité de soutien, bientôt élargi aux personnes décidées à aider les grévistes. Objectifs : populariser la grève, organiser la solidarité financière, obtenir la satisfaction des revendications, très modérées au demeurant, des O.S. : pas de salaire inférieur à 1500 F par mois (soit 150 F d'augmentation uniforme), des pauses plus fréquentes (en quatre mois, les cadences ont doublé), des conditions de travail meilleures, révision des classifications... etc.

UNE SITUATION COLONIALE

Le problème est une fois de plus celui d'une usine pirate coloniale dont l'installation chez nous s'explique par le seul souci de réaliser

exigé supérieur de 50 % à celui des usines identiques de la région parisienne le salaire est inférieur de 35 %. En tenant compte des aides à l'installation, le sur-profit est pratiquement de 100 %. Colonial aussi le mépris de la direction pour les salariés : elle arrose au champagne l'augmentation du rendement des ouvrières et celles-ci se voient offrir 3 à 5 F d'augmentation mensuelle ! Coloniale enfin l'attitude hostile aux grévistes d'une partie de la population locale : les autres salariés, les agriculteurs en difficulté, les familles touchées par le chômage n'ont pas compris, bien souvent, cette grève de près de 3 semaines. « Elles sont jeunes, elles ont du travail, des horaires réguliers, de quoi se plaignent-elles ! »

Tenant compte de cette situation et de la faible solidarité de l'établissement S.L.E. de Lannion (où la mobilisation syndicale est faible et où le problème des cadences ne se pose pas de la même façon) les grévistes ont repris le travail le 12 mai. Sur une centaine d'O.S., 70 étaient encore en grève, 57 étaient prêtes à continuer, 11 souhaitaient trouver d'autres formes d'action à l'intérieur de l'entreprise. Le travail a donc repris (1), ponctué de débrayages. L'amélioration des salaires a été d'environ 100 F par mois, ce qui fait que 32 salariés n'atteignent pas encore les 1500 F. La négociation se poursuit comme l'action, au sein de l'entreprise.

PRISE DE CONSCIENCE

Les raisons de ce conflit, mené par de jeunes travailleuses moins de 5 mois après l'ouverture de l'usine, sont parfaitement soulignées par la motion finale du meeting de solidarité du 6 mai, adoptée à l'unanimité :

« Ce n'est pas parce qu'elles sont jeunes, femmes, bretonnes, que ces travailleuses doivent être triplement exploitées. La décentralisation ne doit pas devenir une surexploitation. »

Section UDB
de Tréguier

(1) Les grévistes s'étaient mis d'accord sur la nécessité d'être au moins 60 à continuer la lutte. Ce quota n'ayant pas été atteint, le travail a recommencé, entrecoupé de grèves perlées. Le soutien, lui aussi, s'organise (collectes, fest-noz, tracts, etc.)

UN RAPPROCHEMENT SIGNIFICATIF

La presse quotidienne publiait récemment deux articles qui méritent d'être rapprochés. Le premier traitait du canton de Sizun qui entre deux recensements (celui de 1968 et celui de 1975) a perdu 15 % de sa population et qui, en un an a eu 20 baptêmes et 30 enterrements. Ces chiffres montrent l'urgence des solutions à apporter au problème du Centre-Bretagne qui se dévitalise à une allure catastrophique et pour lequel on atteindra rapidement le point de non-retour.

Le second article relatait la conférence de presse du président du "Conseil économique et social de Bretagne" qui faisait état de l'impuissance de cet organisme à avoir quelque action que ce soit en matière d'aménagement ou de développement en Bretagne. Tout dépend de Paris, tout est "pensé" par Paris, tout doit être fait en fonction du pouvoir central. Il ne s'agit pas ici de faire l'éloge des institutions régionales mises en place, mais elles ont au moins l'avantage de démontrer à l'évidence ce que l'U.D.B. a toujours prôné : c'est-à-dire que seul un pouvoir politique, breton et socialiste, sera à même de mener une politique cohérente en Bretagne.

Si nous ne voulons pas que l'état de sous-développement de la Bretagne prenne un caractère irréversible, ce n'est pas sur Paris qu'il faut compter, ce n'est pas non plus sur les institutions pompidoliennes. Seul un sursaut des travailleurs bretons unis dans la lutte sauvera notre pays.

M. Le D.

OFFICE BRETON DU SPECTACLE

"Le Teckel" 29128 Trégunc

CREATIONS et PRODUCTIONS de SPECTACLES
PROGRAMMATIONS — TOURNEES

ANIMATION DIZAINES COMMERCIALES, FOIRES-EXPOSITIONS, etc.
SOIREES DANSANTES — MATINEES ENFANTINES

Tél. (98) 97.62.53 LOCATION de CHAPITEAUX de 500 à 10.000 places
R. C. Quimper 63-A-210 FETE DE LA BIERE

LE DESTIN DE LA LANGUE BRETONNE

Un des traits marquants de notre époque est sans doute la tendance mondiale à l'uniformité culturelle. A mesure que le pouvoir et l'influence des états croissent et que le cynisme technocratique dispose de moyens de plus en plus élaborés, la désagrégation des civilisations traditionnelles s'accélère.

Des dizaines de langues régressent et menacent de s'éteindre. Le but final de cette aculturation massive des peuples de la terre devrait être la fusion de populations hétérogènes en nations qui permettraient la survie d'états souvent créés de toutes pièces par le colonialisme. Le breton fait partie de ces langues condamnées à mort par la morale d'état.

Nous connaissons la terrible sentence du ministre de Monzie : « Pour l'unité de la France, la langue bretonne doit disparaître ». Nous avons déjà entendu nos grands-parents et de nombreuses personnes âgées nous parler des brimades qu'ils ont subies pendant leur scolarité (« symboles », et plus souvent encore, châtimens corporels) et des souffrances endurées durant toute leur vie parce qu'ils avaient eu la malchance de naître pauvres, bretonnants, et ploucs. Nous nous rendons compte enfin que le système étatique français finira par écraser ce qui reste des civilisations bretonne, basque, occitane, corse, et autres, si les peuples en question ne prennent pas conscience de leur identité et ne décident pas de la préserver.

En Bretagne, depuis longtemps, des hommes et des femmes de cœur réagissent contre la lente agonie du breton, pratiquement interdit dans la vie publique et noyé dans le monde florisant qui bénéficie, lui, de tous les atouts de la civilisation technicienne : radio, télévision, journaux à grands tirages, etc... Le plus souvent, ils s'élèvent également contre la ruine progressive et relative de l'économie de leur pays, l'anémie chronique de leur société, les ravages du capitalisme, et l'aliénation de leur peuple qui ignore tout ou presque de son histoire et de son originalité et qui reste passif, sinon consentant, à tous les coups portés à son identité...

Les moyens mis en œuvre par les différents mouvements bretons pour résoudre les graves problè-

mes de notre pays vont de la violence et de l'inconscience politique, comme le pratiquait le F.L.B. et ses émules, jusqu'à la position adoptée par des partis tels que l'U.D.B. : informer et désaliéner les Bretons par une contestation intelligente et pratique, c'est-à-dire par l'analyse et la critique. Par ce plaidoyer en faveur de la langue bretonne nous resterons fidèles à cette position : l'Union démocratique bretonne soutient en effet qu'il est de l'intérêt du peuple breton de défendre et de valoriser l'idiome de ce pays.

Mais d'abord, quel est-il cet idiome méconnu dont l'avenir nous préoccupe tant ?...

Le breton est une langue dérivée de l'ancien celtique et apparentée au gallois, au cornique, et aux gaéliques d'Ecosse, d'Irlande, et de Man. Tous ceux qui l'ont étudié sérieusement seront certainement d'accord avec nous : cette langue est douée de remarquables possibilités d'expression, grâce en particulier à sa syntaxe d'une souplesse et d'une variété peu communes, à ses mots rudes et beaux souvent façonnés par de subtiles mutations, et par ses images pittoresques qui rendent si merveilleusement quantité d'idées abstraites.



Jarl Priel

La langue bretonne a la chance de s'honorer d'écrivains de valeur tels que Roparz Hémon, Jacek Riou, Youenn Drezen, Abeozen, Jarl Priel et Fañch al Lae qui ont démontré leurs capacités dans les domaines du théâtre, du roman, de la nouvelle, de la poésie, et du journalisme. Les chercheurs qui ont exploré le breton populaire méritent aussi notre admiration. Citons par exemple, Hersart de La Villemarqué qui recueillait au siècle dernier de nombreuses chansons



Hersart de La Villemarqué populaires dans son célèbre Barzaz Breiz ; Fañch An Uhel, le folkloriste ; Jules Gros, auteur d'un précieux ouvrage bourré d'expressions figurées glanées çà et là en Trégor : « Le trésor du breton parlé » ; et le chercheur scientifique Alan Berr qui a mené à bien dernièrement un travail de titan sur l'ichthyonymie bretonne. Enfin, nous n'omettrons pas de mentionner les noms des chanteurs contemporains qui accordent au breton une partie ou la totalité de leur répertoire : Tudi, Skouarneg, Servat, Glenmor et surtout cet extraordinaire musicien, chanteur et militant dont les airs nous émeuvent souvent si profondément et à qui le mouvement culturel doit tant : Alan Stivell.

Depuis longtemps, les bretonnants instruits se préoccupent de

moderniser leur langue. Heureusement la création de mots nouveaux est relativement facile grâce surtout à une masse de préfixes et de suffixes spécifiques. Ainsi : « kelaouenn » (journal) dérivé de « keloù » (nouvelle) ; « urzhier » (ordinateur) dérivé de « urzh » (ordre) ; et « steredoniezh » (astronomie) provenant de « stered » (étoiles), etc... Soulignons que le breton pour survivre et rester un outil adapté pleinement à notre époque doit se moderniser sans perdre de ses caractères fondamentaux. Mais il ne servirait à rien de le moderniser s'il restait condamné au dépérissement. Aussi revendiquons-nous sa promotion dans les mondes de l'économie, de la politique, de l'administration, du travail et de la technique. Nous refusons de voir en lui une pièce de musée comme certains folkloristes rétrogrades, ou de le considérer comme un simple objet de divertissement comme semblerait l'insinuer le gouvernement français actuel, composé, comme de coutume, de fonctionnaires bornés et de jacobins fanatiques. Nous refusons enfin de sacrifier notre langue et notre identité de Bretons sur l'autel de l'Etat au nom des mythes aliénants de la France glorieuse, éternelle *, uniformément francisée et standardisée, et de la nation française vue à travers ce chef-d'œuvre de fabulation qu'est l'« Histoire de France ».

En définitive, notre combat pour la langue bretonne rejoint les autres combats de l'U.D.B. sur les plans économique, social, politique et culturel, pour le bien-être des travailleurs, pour le socialisme, pour l'autonomie, pour le droit des peuples et d'une manière générale, pour la démocratie et l'amélioration de la condition humaine. C'est un combat humaniste, légitime qui nous est inspiré par la raison et qui, en même temps, nous enflamme le cœur. Que les Bretons comprennent qu'il est de leur intérêt de faire vivre et s'épanouir une culture qui est l'âme de leur peuple et une grande richesse pour leur pays. Qu'ils apprennent à bien parler, à lire et à écrire leur langue et démontrent leur foi en son avenir en l'enseignant à leurs enfants. D'eux, ou du moins, d'une partie d'entre eux, dépend le destin de la langue bretonne...

Michel Briand

L' A.B.E.G., UN ESPOIR...

A.B.E.G. (Ar Brezhoneg er gêr), dont la création remonte à un an, groupe des familles bretonnantes avec pour buts de permettre à ces familles de lier connaissance et de se rencontrer, de donner aux enfants des occasions de jouer et de s'amuser ensemble, en breton et par le breton, de manifester la force constituée par les familles qui revendiquent leur droit de vivre de manière complète dans notre langue.

A sa mesure de jeune association, A.B.E.G. a déjà un bilan positif : ainsi la sonorisation en breton de films comme un « charlot ». Elle a aussi des projets. Ainsi deux camps auront lieu cet été sous son égide : le premier, du 24 au 28 juillet, au Faouët ; le second, du 14 au 18 août sur la côte bigoudène. Bien que les camps d'A.B.E.G. soient des camps de détente familiale, l'étude y aura sa part cette année : dans le but de commencer le travail qui devra aboutir à une véritable école bretonnante, les enfants auront une demi-journée d'école dans chacun des 2 camps.

L'action des familles d'A.B.E.G. constitue une part importante de la lutte de notre peuple, en ce moment surtout, alors que nous voyons des jeunes, de plus en plus nombreux, montrer leur volonté d'apprendre notre langue et leur détermination à s'en servir.

Ce sont ceux-là, tout comme les familles bretonnantes, qu'il s'agit, pour A.B.E.G., d'aider et d'encourager.

A. Wlagen-Evenou.

Leçons de musique
Instruments de musique
et partitions

VANNES - MUSIQUE

P. LOHÉRIC

46, rue Maréchal Leclerc 56000 VANNES

Ventes et réparations

* cf. « Le jour où la France s'éteindrait le crépuscule se ferait sur la terre ». (Victor Hugo).

« Je ne connais qu'une France, celle de toujours, celle dont l'âme persiste à travers les vicissitudes, depuis la profondeur des siècles jusqu'à l'œuvre présente. Je me sens ici plus que nulle part l'héritier de ceux qui ont fait la patrie ». (Lyautey en Afrique).

CHRONIQUE DES MARINS

MOINS CHER AU PRODUCTEUR PLUS CHER AU CONSOMMATEUR

AU mois de mars dernier, le gouvernement français avait annoncé à grand renfort de publicité, qu'avec le « train de mesures exceptionnelles » qu'il prenait pour la pêche, tout irait mieux. Qu'en est-il un mois après la reprise du travail par les marins bretons ?

La situation est aussi catastrophique dans les ports bretons, mais la presse et la radio bourgeoises restent silencieuses :

— le déblocage de crédits promis se fait attendre (délais incompressibles à ce qu'on dit à Paris) ; or ces crédits sont déjà dépensés avant d'avoir été touchés. Les artisans ne recevront plus les 1 000 F. promis, mais 700 F. à titre de calamité, et quand ?

— d'autre part les cours du poisson sont catastrophiques : le lieu noir se vend sous la criée au prix plancher de 1,40 F à Lorient ; le poisson fin comme la lotte, 4 F à Lorient, le merluchon 1 F, 1,50 F au Guilvinec.

La dernière semaine d'avril, il y a eu 500 tonnes de poisson invendues en Bretagne, en TROIS JOURS.

Or, au marché de détail, le consommateur lui, n'a pas ressenti cette chute des cours : le merluchon acheté au marin 1,20 à 2 F le kg dans les ports bigoudens, était revendu entre 16 et 18 F sous les halles à Quimper !

Quant aux importations, soi-disant arrêtées, elles ont repris de plus belle : le lieu noir vendu 1F10, 1F40 à Lorient arrivait à Rungis à 3F20, mais il y avait aussi du lieu noir d'importation à 4F50 le kg ! le même jour 150 tonnes étaient invendues à Lorient !

A cela vient s'ajouter un nouveau problème : l'organisation de la campagne de thon, c'est-à-dire la pêche du germon par les thoniers artisanaux : l'année passée, le prix garanti était de 7F50/kg pour 6 000 tonnes et cette année, alors que tout augmente, 6F50 pour 4 000 tonnes. Tout ça, parce que le stock de thon tropical (albacore) pêché par les flotilles transocéaniques est énorme : sur 22 000 tonnes pêchées depuis 4 mois, 7 000 seulement ont été écoulées.

Dans ces conditions, il vaut mieux, dans l'optique de l'économie de marché, qu'il y ait le moins possible de thoniers artisanaux à partir de cette année. Or ces thoniers resteront donc au chalut pour un marché déjà encombré.



Cliché Le Peuple Breton.

La situation économique du marché s'aggrave donc chaque jour, et le marin breton voit son pouvoir d'achat baisser de plus en plus ; tandis qu'une bande de requins en tout genre font des bénéfices scandaleux sur le dos des marins et du consommateur.

On nous dit que le marché est engorgé ! Pas étonnant quand les prix d'achat aux producteurs sont au plus bas, et ceux de vente aux consommateurs sont au plus haut.

Tant que l'organisation du marché restera aux mains des mareyeurs, les marins bretons ne peuvent espérer aucune amélioration valable : c'est le système capitaliste qui est en cause.

Le gouvernement français et les notables locaux à sa solde ont fait depuis longtemps la preuve de leur volonté de se désintéresser des problèmes de la pêche en Bretagne, qu'ils bradent généreusement aux intérêts des capitalistes de l'« Europe Bleue ».

Fanch Dorval

LOGEMENT

PRESQU'ÎLE DE RHUYS HORS SAISON : DÉSERT TOURISTIQUE, DÉSERT SOCIAL.

Les lecteurs assidus du « Peuple Breton » connaissent quelque peu Arzon.

Commune du Mor-Bihan constituant l'extrémité de la presqu'île de Rhuys, elle connaît la triste privèlège de servir de champ d'expérience à la première entreprise d'envergure de la S.A.T.M.O.R., Société (mixte) d'aménagement touristique du Morbihan : la réalisation du complexe touristique (de luxe) de Kerjouanno-Le Crouesty. Champ qui ne s'étend pas moins, pour la première tranche, à quelque 150 hectares, acquis « à l'amiable », à des prix variant de 0,10 F à 6,00 F le mètre carré (prix de revente : à partir de 70,00 F).

En dépit de l'ampleur des aménagements en cours (port de plaisance de 1 000 places) les emplois permanents ne dépasseraient pas la trentaine, de l'aveu même d'un représentant qualifié par la S.A.T.M.O.R. Et pourtant leur répercussion budgétaire commence à faire grimacer les Arzonnais.

Aussi M. Le Coq, le maire, conscient de la nécessité d'injecter un sang nouveau à une communauté déclinant, de 1946 à 1968, de 1600 à 1352 habitants recensés, a-t-il décidé l'implantation d'une zone artisanale nécessitant un emprunt de 50 millions d'A.F.

Quant à l'éventualité de celle d'un centre de cure pour personnes âgées, il ne la juge guère possible, a-t-il confié à un reporter de « 56-Hebdo » (22 au 28/2/75). Il aurait fallu que la presqu'île de Rhuys dispose d'un hôpital, de transports collectifs commodes. En outre, « la région » doit pouvoir assurer l'hébergement des familles et amis qui viennent visiter les malades. Port-Navalo peut les accueillir l'été, mais, dès la fin du mois de septembre, ce n'est plus possible.



Cliché Le Peuple Breton.

La saison finie, les « villas » ferment.

Une station touristique incapable, la « saison » finie, de recevoir quelques familles de condition modeste, quel aveu ! involontaire sans doute, de la part d'un de ces notables qui contribuent à assurer la réélection du conseiller général du canton de Sarzeau, M. Raymond Marcellin, ex-ministre de fâcheuse mémoire.

Sarzeau, localité chef-lieu de la presqu'île, a obtenu, elle, l'implantation à Kerblay d'une « antenne » importante de l'hôpital psychiatrique de Vannes-St Avé.

Mais, si les malades y sont hébergés, le personnel soignant et de service - 60 personnes - ne l'est pas, du moins sur place. Il a fallu le disperser dans tous les azimuts, parfois à plusieurs kilomètres de Kerblay. Des femmes se sont retrouvées dans une ferme abandonnée, à un kilomètre de toute autre présence humaine.

Plusieurs fonctionnaires du chef-lieu connaissent la même situation. A Sarzeau, chef-lieu de canton peuplé, l'été, de plus de 100 000 habitants, pas un seul logement social !

Les crédits n'ont pourtant pas manqué, ces dernières, pour tracer des kilomètres de routes superflues, désertes dix mois sur douze, mais viabilisant de nombreux terrains hélas ! à demi abandonnés. Ce qui permet à leurs propriétaires, modestes cultivateurs d'âge mûr le plus souvent, de les brader ; à la plus grande satisfaction des cabinets immobiliers qui prolifèrent dans la presqu'île comme des vautours sur un cadavre.

Comment ne pas opposer, aux quatre communes « touristiques » d'Arzon, Saint-Gildas, Sarzeau (et Saint-Armel, à un moindre degré), en net déclin démographique (voir plus haut), l'exemple du Tour-du-Parc, passé de 429 habitants (1946) à 530 environ (1974), grâce à l'ostéiculture, activité permanente créatrice d'emplois permanents ?

Ailleurs, les écoles se vident — Saint-Gildas, Saint-Jacques, Pen-vins... les friches s'étendent les broussailles gagnent, les jeunes, comme nous l'écrivions dès 1970, « n'ont d'autre solution que de monter à Paris. »

Faut-il rappeler qu'à la même époque, nous avions prédit cette évolution négative, nous avions dénoncé avec une vigueur qui nous a valu quelques ennuis, l'option « tourisme de luxe » mal dissimulée derrière l'expression « promotion de l'avenir touristique de Rhuys ressassée à plaisir par son représentant parachuté ? Que nous avons été les premiers, et hélas ! les seuls ou presque.

Et nous ne saurions mieux conclure qu'en nous citant nous-mêmes (P.B. n° 81 de juillet 1970) :

« L'avenir touristique de la presqu'île n'est pas fait pour les gens du pays. Il s'agit de faire une bonne opération financière... Il s'agit de tirer le maximum de profit du paysage et des sites de la Bretagne, en y faisant venir le maximum de touristes riches. »

Quant aux aménagements et logements sociaux, eh bien ! « Silence aux pauvres ! » (1)

Pierre Guillo

(1) « Presqu'île de Rhuys : Silences aux pauvres », titre du P.B. n° 84, octobre 1970.

en ty coz
e montroulez
a zo Guinness dez ar varriken
a chouchenn TEL : 88.07.65

IL apparaît évident de plus en plus que les ressources minières en Bretagne sont loin d'être négligeables et sont susceptibles d'être exploitées. Notre sous-sol est resté jusqu'ici sous-exploité sauf sur deux points: le granite (50 % de la production française) et le kaolin (80 % de la production hexagonale). Alors pourquoi, tout brutalement, le B.R.G.M. et les trusts industriels tels Péchiney ou Penarroya (recherche d'or) s'intéressent-ils tant à la Bretagne? Après une exploitation éhontée des pays néo-colonisés, le contexte international a brutalement changé avec la volonté de ces pays de contrôler l'exploitation de leurs matières premières. Pour assurer la régularité des approvisionnements en matières premières et accroître leur autonomie vis-à-vis des pays producteurs, les grandes sociétés industrielles aidées directement par l'Etat se penchent sur les ressources minières intérieures. La Bretagne, dans ce contexte, ne serait pas trop mal placée et les grands trusts industriels chercheraient à y supplanter les entreprises moyennes telles la CO.MI.REN sous le faux prétexte d'une mauvaise rentabilité.

Il faut signaler ici l'état de sous-prospection de notre pays jusqu'à ces dernières années. Les travaux récents du B.R.G.M., des sections de géologie et de géographie de l'Université de Bretagne Occidentale tendent à montrer que les cartes minières du XIXe siècle ont été dressées avec légèreté. Ainsi, il fallut attendre 1961 pour que le B.R.G.M. (re)découvre la mine de plomb argentifère de Plélauff, exploitée dès le 8e siècle mais disparue lors des invasions anglo-normandes.

Face à cette situation de sous-prospection, le Conseil régional a voté en décembre 1974, un « plan minier breton » dont le budget global pourrait atteindre 9 à 10 millions de Francs par an pendant 5 ans. Un crédit de deux millions de Francs a été voté pour 1975. Un million est réservé pour la recherche de cuivre, plomb, zinc et un million à la recherche de titane et zirconium notamment. Pour le 7e plan, le Conseil a admis le principe de son concours pour le financement des recherches effectuées par le B.R.G.M. à condition que l'Etat prenne à son compte 50 % du financement.

Parmi les ressources minières dont l'exploitation est envisageable on peut citer :

Le Cuivre. Celui-ci a été mis en évidence sur le site de Bodennec en Bolazec (29) lors de la reconnaissance du gisement stannifère de Plougasnou.

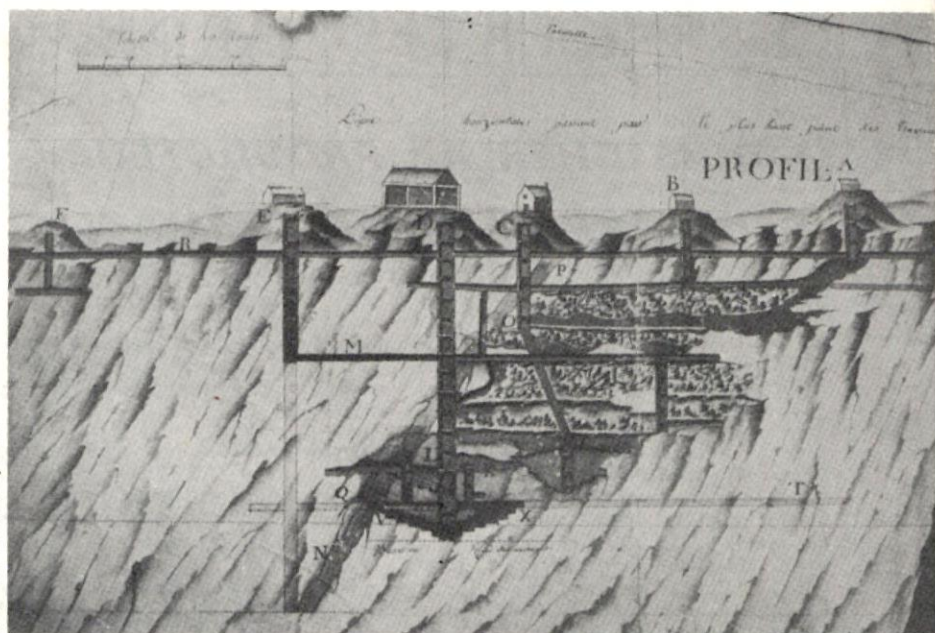
Une reconnaissance détaillée de ce site a permis de montrer que la teneur en cuivre est exceptionnelle. D'autres gisements ont été découverts à Brasparts, Huelgoat et Crozon. Ceci semble suffisamment intéressant pour que ces régions cuprifères soient au premier rang des préoccupations de recherche du B.R.G.M. et pour que le Conseil régional demande l'établissement de la carte cuprifère du massif armoricain.

Le B.R.G.M. mène des recherches actives autour de ces gisements de Bodennec (on parle de 25 000 tonnes de cuivre) à Scrignac et à Saint-Rivoal. Ces gisements contiennent en plus du cuivre, du plomb, du zinc et de l'argent.

L'étain. Celui-ci est exploité depuis toujours en Bretagne. Jusqu'au XVIIIe siècle ont été exploités les gisements de Saint-Renan (déjà), d'Abbaretz, de Pliarmel et de la Ville-der près de Ploermel. La cassitérite alluvionnaire (oxyde d'étain) découverte en 1958 à Saint-Renan a fourni environ 350 tonnes d'étain par an représentant la seule production stannifère de la France métropolitaine. L'inventaire des gisements de cassitérite, à la suite de cette exploitation a été développé. Ainsi des gisements plus réduits ont été découverts à Plougasnou, à Langonnet (en cours d'exploitation), à Nozaz et Questembert (exploitation future par la CO.MI.REN.)

Plomb et zinc. Par prospection géochimique, un important filon a été découvert à Plélauff sur les lieux mêmes du gisement exploité au Moyen-Age jusqu'à 170 m. de profondeur. Ce gisement représente une réserve à vue et probable de 300.000 tonnes à environ 12 pour cent de plomb-zinc et 2 500 g/tonne de cadmium et 800 g/tonne d'argent.

Plomb et zinc sont presque toujours rassemblés dans les gisements sous forme de galène (sulfure de plomb) et de blende (sulfure de zinc). L'essor des mines de plomb et zinc fut considérable au XVIIIe siècle, notamment au Huelgoat, à Poullaouen et à Châteaul-



A.D. du Finistère / D.R.

Coupe de la « Nouvelle Mine » de Poullaouen, en 1764

dren-Trémuson. On estime que ces gisements ont fourni 200.000 tonnes de plomb-zinc et 45.000 tonnes de plomb. Ces filons, ainsi que ceux de Trémuson et Pont-Réan anciennement exploités intéressent les sociétés minières.

Titane et Zirconium. Des concentrations de rutile (oxyde de titane) et de zircon (silicate de zirconium), exceptionnellement élevées ont été découvertes dans les grès-quartzites pratiquement sur la totalité de la Bretagne. Les accumulations peuvent atteindre plusieurs mètres d'épaisseur et plusieurs kilomètres de longueur. Le minerai de zircon est radioactif, ceci est dû à la présence de thorium. Les réserves potentielles en titane et zirconium sont immenses disait le B.R.G.M. dès 1970.

Ces deux métaux sont d'intérêt stratégique. Ils entrent tous deux dans la constitution d'alliages aéronautiques notamment. Le zirconium est aussi utilisé dans l'industrie nu-

cléaire pour le gainage de l'uranium.

La mise en exploitation des gisements du massif armoricain se heurtait jusqu'ici à des difficiles problèmes de traitement. Le BRGM estime que les usines de traitement seront bientôt au point.

Tungstène. Un gisement de minerai brut de quelques millions de tonnes a été mis en évidence près de Fougères, à l'emplacement d'anciennes mines.

Terres rares. Un gisement original de monazite grise noduleuse a été découvert près du Grand-Fougeray. Ce minerai, qui est un phosphate de cérium et de terres rares (notamment de l'euporium) est particulièrement intéressant pour certaines branches de l'industrie moderne (catalyseurs dans l'industrie pétrochimique...). Ouest-France du 10 février signalait que ce gisement était de « nature unique au monde ». Du moins, cette variété de minerai est, semble-t-il, très rare dans le monde.

Uranium. Commencée en 1950 par le Commissariat à l'Energie Atomique, la recherche d'uranium a été active jusqu'en 1960. De nombreux gisements ont été découverts notamment dans les massifs de Plouaret-Quintin et de Pontivy. A part l'exploitation du gisement de Quistivie en Guern, tous ces gisements contiennent à ce jour des réserves potentielles.

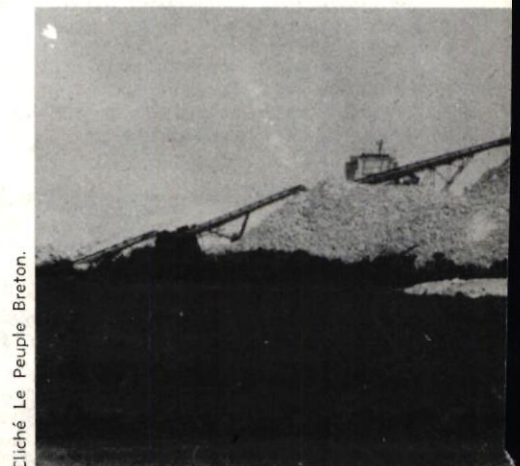
Antimoine. Les recherches concernant l'antimoine dans la région de Quimper arrivent à leur dernière phase. Trois secteurs minéralisés de sulfure d'antimoine ont été

A QUI APPARTIENT LA CO-MI-REN ?

La Compagnie Minière de Saint-Renan est la seule entreprise bretonne relevant du statut des Mines.

Cette entreprise créée en 1960, à l'initiative de Charles Pavot, notable local républicain indépendant (bien sûr !) a été menacée dans son existence propre en janvier-février 1975, mettant en cause l'emploi de 75 travailleurs. Il est intéressant de voir quels sont les actionnaires de cette société.

Sur les 25 000 actions, le Bureau de Recherches Géologiques et Minières, organisme para-public détient 12 400 ; de même pour la société d'aménagement portuaire ou S.A.P.E.M., dont le propriétaire, M. Gagneraud, se trouve à la tête d'un trust international, comprenant notamment en France deux importantes entreprises de génie civil au Havre et à Marseille (il vient de prendre récemment le contrôle de l'entreprise Marc, travaux publics à Brest) et à l'étranger de la plus importante compagnie de transports au Chili et en Argentine. Le reste des actions soit 40 l est partagé entre MM. Pavot, ex P.D.G., Pénard, actuel P.D.G., Dangeard, secrétaire général du B.R.G.M.



Cliché Le Peuple Breton.

La mine d'étain de St Re

KABIGS, CABANS, MARINIÈRES,
DUFFLE-COATS, VESTES 3/4, MANTEAUX,
POUR DAMES, HOMMES & ENFANTS
GRANDE TAILLE A LA DEMANDE

BREIZH KABIGS

MAISON Y. LE MEUR

247, rue J.-Jaurès - BREST

PRIX — QUALITE — CHOIX

Tél. 44-75-69

QUI EXPLOITERA LE SOUS-SOL BRETON ?

mis en évidence ; ils font actuellement l'objet d'une évaluation par sondage. L'exploitation de ces gisements pourrait débuter bientôt et se faire partiellement à ciel ouvert.

L'hexagone consomme 2.500 tonnes d'antimoine (imprimerie, alliages anti-friction). Les gisements bretons pourraient couvrir quelque 10 % des besoins.

Feldspath. Un important gisement de feldspath potassique a été découvert en 1966 dans la région de Glomel. Les épaisseurs d'arène exploitable dépassent souvent dix mètres. L'importance de ce gisement est telle qu'il serait capable de couvrir les besoins hexagonaux. Ce matériau est une matière première essentielle dans l'industrie de la céramique.

Or et minerais divers. Des paillettes d'or peuvent être rencontrées dans les alluvions de nombreuses rivières en Bretagne. Les districts les plus riches se situent dans les bassins de Pontivy et de Châteaulin. Le trust Penarroya vient de déposer récemment une demande d'exploitation de ces gisements aurifères.

La recherche d'autres minerais, tel le cinabre (minéral de mercure) est encore au stade exploratoire.

Minerais de fer. Ces gisements sont connus depuis longtemps. Les bassins de Châteaulin et surtout de Segré-Châteaubriant constituent d'énormes réserves potentielles, certes difficiles, semble-t-il, à exploiter en l'état actuel des techniques minières.

D'autres ressources semblent pleines de promesses : le pétrole* et les sables calcaires marins. Les gisements marins de ces sables sont immenses et encore aujourd'hui en cours de prospection par le B.R.G.M. Mais la potentialité de ces gisements aiguise les appétits des industriels du ciment et des travaux publics. En effet, le ciment artificiel est obtenu en cuisant à haute température un mélange de calcaire et d'argile ; cette cuisson donne les clinkers qui sont ensuite finement broyés. Cette industrie, dont les besoins sont immenses, est à la recherche de gisements nouveaux de calcaire, ceux du bassin parisien devenant difficiles à exploiter pour diverses raisons.

Ainsi entend-on régulièrement parler de l'implantation de cimenteries industrielles dans la région brestoise !

FONDS PUBLICS ET NON-INFORMATION

L'affaire de la CO-MI-REN (75 emplois menacés), illustre parfaitement deux problèmes que l'actualité récente a mis en lumière :

— la participation de l'état, par l'intermédiaire du B.R.G.M., à une société privée dont le souci primordial est le profit maximum — les événements l'ont montré clairement. La réorganisation de la CO-MI-REN envisagée un moment, illustre la volonté du patronat et du pouvoir politique de restructurer l'industrie et d'éliminer les « canards boiteux » selon l'expression de Fourcade. Cette restructuration passe par les licenciements et le chômage. A quoi sert l'argent public ? à la CO-MI-REN, car les pouvoirs publics restent silencieux devant la menace de licenciement !

— Un autre problème illustré ici est la non-information des travailleurs d'une entreprise sur sa marche et sur la nature du pouvoir qui s'y exerce. A qui, finalement, le travailleur vend-il sa force de travail ? que sait-il exactement de l'entreprise qui l'emploie ?

DES ELEMENTS DE REPONSE

Toutes ces potentialités de notre sous-sol nous amènent à poser la question essentielle : l'exploitation, peut-être proche, de ces minerais changera-t-elle quelque chose en Bretagne ; ouvrira-t-elle des perspectives nouvelles quant à l'avenir de ce pays ? Deux éléments peuvent nous éclairer :

Le premier nous est fourni par la leçon du passé. La « révolution industrielle » du XIX^e siècle s'est faite au dépend du peuple breton, le développement industriel se fit sans lui. Parce que les mines se trouvèrent à cette époque au centre de l'économie, l'argent s'enfuit de Bretagne vers le charbon du Nord, le fer lorrain et les manufactures parisiennes. Depuis, les refus successifs de l'Etat français d'im-

conditions, une industrialisation créatrice d'emplois peut-elle résulter de l'exploitation de nos ressources minières ?

Le deuxième élément de réponse nous est fourni par les conditions nécessaires pour que cette exploitation des minerais bretons n'aggrave encore le mécanisme colonial auquel notre pays est soumis. En plus du travail d'extraction, travail non qualifié (le salaire moyen du travailleur de la CO-MI-REN, au bout de douze ans d'ancienneté est celui d'un O.P. 3 du bâtiment), il faut que le travail de transformation du minéral, créateur d'emplois qualifiés, se fasse en Bretagne. Non pas seulement, comme le réclame le Conseil régional, si cette transformation est techniquement possible car, sous des arguments pseudo-techniques, le capitalisme cache souvent la loi du profit. De



RICHESSSES MINIERES en BRETAGNE

(d'après les mémoires du BRGM)

▲ Cuivre	● Plomb	◆ Zinc	■ Feldspath potassique
● Zirconium	■ Tungstène	▼ Etain	● Or
□ Argent	◆ Terres rares (monazite)	● Uranium	★ Titane
● Sables calcaires marins	▲ Antimoine		

Cliché Le Peuple Breton.

porter du charbon étranger par le port de Brest à un tarif intéressant, rendant possible l'industrialisation de notre pays, n'ont fait qu'aggraver la situation. Depuis quelque temps, les vocations touristique et militaire de notre pays n'ont fait que se préciser. Dans de telles

toute façon, cette exploitation minière future peut contribuer à créer un contexte différent dans le processus de libération du peuple breton, en rendant possible une industrialisation réelle de notre pays.

Section de Saint-Renan - Plouzané.

* Le Peuple Breton n° 136.

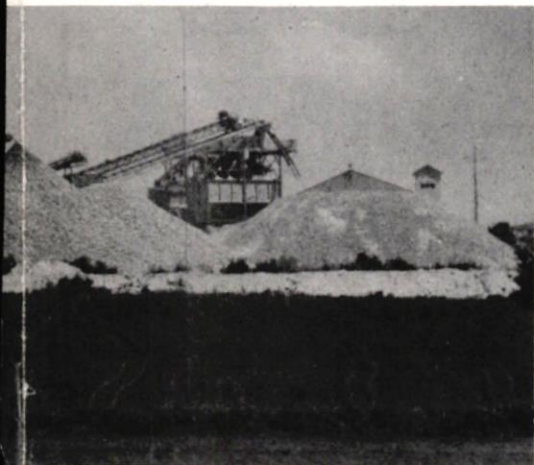
**ABONNEZ-VOUS
AU PEUPLE BRETON**

CAFE DES MOUETTES
GUINNESS A LA PRESSION
PORT DE COMMERCE
BREST - Tél. 44-33-21

TI-BREIZ

CADEAUX ET CONFECTION ARTISANALE BRETONNE KABIG

Place du Palais - RENNES — Tél. 30.02.30



nan : sa fermeture est décidée...

une sale propagande

AU cours du mois de mai, qui a suivi le triomphe des patriotes révolutionnaires du F.U.N.K. au Cambodge et du G.R.P. au Viêt-Nam, la presse occidentale du monde dit « libre » s'est déchaînée, avec des accents de guerre froide : on a atteint les sommets de la mauvaise foi et du mensonge.

On a pu mesurer en cette circonstance combien la presse française est au service de l'impérialisme américain dont elle a repris sans vergogne la fable du « bain de sang » qui devait suivre la chute des régimes fascistes de Thieu et de Lon Nol. Le 15 avril dernier, le Secrétaire américain à la Défense annonçait qu'au moins 200 000 et sans doute un million de Viet-namiens du Sud seraient massacrés en cas de victoire du G.R.P. Trois jours plus tard, le sinistre Kissinger affirmait que les tueries avaient commencé. Sommé de fournir des chiffres, il répondit : « Il y en a certainement plus de 12 » et fut incapable de donner sa source d'information ! La presse française qui reprit complaisamment les mensonges à la Goebbels de l'administration américaine avait donné moins de détails sur le plan « Phénix » de la C.I.A qui prévoyait la liquidation physique sommaire de 8 500 Vietcongs ! Or ce plan fut appliqué, même si les autorités américaines du Sud-Viêt-Nam regrettaient en 1969 (année de démarrage du plan), que le nombre d'éliminations tournait seulement autour de 500 personnes par mois !



Photo Gamma.

Ces enfants dont on n'a pas parlé

Jamais les dirigeants n'ont autant parlé d'« humanitarisme » et de « souffrances humaines » que depuis que leurs troupes et leurs ambassadeurs ont fui, le drapeau roulé sous le bras. Et la presse française qui leur a emboîté le pas d'un scandaleuse façon (L'Aurore titrait sur toute la largeur d'une page sur la mort d'UN bébé khmer, dont rien du reste ne prouvait qu'il ait été victime des « Rouges »),

cette presse pourrie a sans doute oublié la défoliation de zones entières, les gosses brûlés PAR MILLIERS au napalm, les bombes à dépression qui, 8 jours avant la fin, étaient encore employées, les tortures généralisées, les massacres des civils (reconnus par les U.S. comme celui de My-Lai, l'Oradour vietnamien)...

Après la libération de Pnom-Penh et de Saïgon, ce fut le déchaînement : les « journalistes » français ne pouvant plus se fournir aux officines de la propagande yankee, on remplaça les nouvelles par des suppositions épouvantables. Ce travail fut poursuivi des semaines, avec une tranquille impudeur, même quand « l'événement » était démenti le lendemain. « France-Soir », incapable d'écrire un article, publiait 20 centimètres de blanc... et titrait, pour choquer ses lecteurs : « Cambodge-censuré ». On est descendu rarement aussi bas ! On monta toute une opération à sensation à propos des réfugiés de l'ambassade de France à Pnom-Penh qui ne « parlaient pas avant le retour de tous leurs compagnons ». « Inquiétant silence » titrait « Ouest-France » le 7 mai ! On apprit par la suite que ces réfugiés n'avaient... rien à dire, parce qu'il ne s'était rien passé ! Il fallut que Norodom Sihanouk rappelle aux anciens colonialistes français que jusqu'au bout ils avaient soutenu Lon Nol et que les « tragiques » réfugiés de son ambassade purent tous (y compris les caniches de luxe) quitter un pays qui pleurait 600 000 morts !

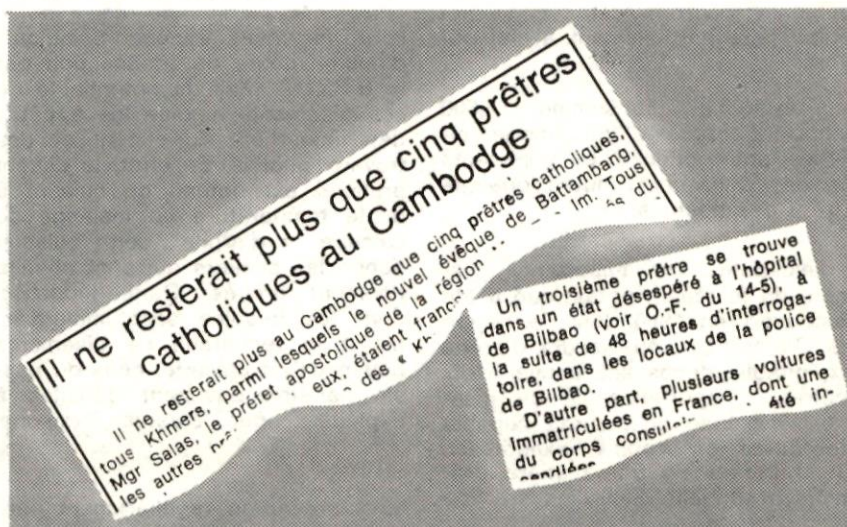
La presse de Bretagne, dans cette affaire, a été aussi ignoble que son homologue parisienne. Nous ne parlerons pas de tous les petits hebdomadaires locaux qui se sont contentés de bayer leur haine anticomuniste, en recopiant servilement les « édités » de leurs maîtres à penser parisiens. Nous ne citerons pas tous les quotidiens, qui de Brest à Nantes, rivalisèrent avec le « Figaro » ou le « Parisien libéré » pour rétablir dans notre pays la sinistre atmosphère manichéenne de la guerre froide. Nous ne reproduirons pas la longue succession des titres vicieux, des photos habilement exploitées, des légendes indignes de journalistes : il faudra pourtant un jour écrire l'histoire complète de cette formidable opération de bourrage de crâne.

Nous prendrons simplement deux exemples : le numéro du 17 mai de l'hebdomadaire quimpérois « Le Progrès de Cornouaille » et celui du 15 mai du quotidien « Ouest-France ».

« Le Progrès de Cornouaille » reproduit, en page 2 sur 3 colonnes, un article repris au journaliste parisien Paul Meunier. Ce réactionnaire remplace l'information par la suggestion : parlant de Saïgon, il dit que la paix y a été retrouvée avec « parfois, semble-t-il, l'enthousiasme ; souvent, probablement, la résignation ». (1) On notera que Meunier n'est guère certain de ses informations, d'où les « probablement » et « semble-t-il » mais cela ne l'empêche pas de ne voir l'enthousiasme que... parfois mais la résignation : souvent ! L'article qui suit, consacré au Cambodge, est aussi mensonger. On y affirme froidement que là-bas « la rumeur se nourrit de règlements de compte et d'atrocités (...) Les officiers, et leurs épouses seraient passés par les armes » (1). Ceci le 17 mai, après que Le Monde des 11 et 12 mai ait totalement démenti, sur place, les fausses rumeurs et les faux témoignages ! Après de pareilles vilé-

liques au Cambodge. On oublie de nous signaler qu'au Cambodge, comme au Viêt-Nam, le catholicisme a servi de nid à l'extrême-droite la plus réactionnaire et la plus fascisante. Au Viêt-Nam, les groupes catholiques se situaient à droite du régime Thieu et des Américains.

Ceci dit, que nous apprend l'article ainsi mis en valeur ? Des atrocités ? Aucune. Des violences ? Aucune. On apprend que l'évêque (breton) de Kompong Cham s'est... réfugié à l'ambassade de France. Et c'est tout. Alors pourquoi cet intérêt pour 5 prêtres qui restent là-bas ? Peut-on signaler qu'un autre prêtre (breton aussi) disait le 23 mai à la radio qu'il serait volontiers resté « vivre avec ses chrétiens et les Khmers rouges » ? Peut-on signaler qu'un Français, ayant vécu toute la libération, disait dans la même émission n'avoir vu « aucune violence, aucune brutalité » ?



nies pro-américaines, le « Progrès de Cornouaille » peut consacrer un article à la Pentecôte de Jésus, à la « bataille pour la vie et l'honneur de chaque homme dans le concret de l'économie et du politique ». Quel monument d'hypocrisie !

« Ouest-France » du 15 mai est, lui aussi, un bel exemple de l'utilisation réactionnaire du christianisme, par la bourgeoisie de Bretagne pour mieux maintenir son emprise sur l'esprit de nos compatriotes croyants. Nous reproduisons ci-contre deux passages de la page 2 de ce quotidien. Commentons : en haut de page, un encadré attire notre attention sur les prêtres catho-

Dans la même page, 18 centimètres plus bas, un autre titre sur le Pays Basque : « Quatre morts dont un officier de la garde civile ». Sans aucune mise en page — ce titre insiste sur la mort d'un des tortionnaires de Franco — on peut lire qu'un prêtre se trouve mourant « à la suite de 48 heures d'interrogatoire » (1), dans les locaux de la police de Bilbao ». Admirez le mot : interrogatoire ! Le père Erksia, un Augustin âgé de 31 ans, a été si sauvagement torturé par les flics espagnols qu'il souffre d'un déplacement de reins et de multiples lésions ! Quand « Ouest-France » parle (pudiquement) d'interrogatoire, il a reçu l'extrême-onction !

Alors de qui se moque-t-on ? D'un côté, à des milliers de kilomètres de chez nous des prêtres catholiques à qui on ne fait rien, sauf, parfois vu leur attitude d'extrême-droite, de les expulser (sans aucune violence). De l'autre, aux portes de la France, un commissariat où un prêtre hurle de douleur pendant deux jours ! Mais le régime est celui du catholique-capitaliste Franco. Alors « Ouest-France » se fait discret...

Pour mieux montrer notre écœurement devant une telle pourriture tenant lieu d'information, posons une simple question : qu'aurait fait Ouest-France (en première page !) si un prêtre catholique avait été mortellement torturé pendant deux jours au Cambodge libéré ?

Des journalistes, ça ? Permettez que nous crachions !

(1) Souligné par nous N.D.L.R.

R.L.

BREIZH-BAR
Crêperie
PLOUDALMEZEAU



Le « Soul Alky » à Saïgon : une civilisation à défendre ?

Signée par sept
partis de 6 pays

un document international...

**La Déclaration de
Brest**

imprimée en suisse,
diffusée en Bretagne par l'u.d.b.
4 francs (3 francs + port)

à verser à : U.D.B. - B.P. 304 - 29273 BREST CEDEX
C.C.P. Rennes 2.365.78

Claude Johner / Gamma

ILLE-ET-VILAINE

RENNES : LES REALITES DES PRISONS

L'intersyndicale des personnels pénitentiaires a attiré, à la fin du mois d'avril, l'attention de l'opinion publique sur la situation carcérale. Après avoir dénoncé le caractère de classe de la justice française (« un larcin commis par un individu de condition modeste entraîne une peine plus grande que celle d'un P.D.G. qui commet des fraudes fiscales de plusieurs millions »), les syndicalistes ont insisté sur les scandales de la situation actuelle dans les prisons. Le recrutement de personnel temporaire n'arrange pas les choses, ces vacataires commettant des erreurs qui causent un préjudice grave aux détenus. Les promesses gouvernementales qui furent faites après les mutineries de l'été 1974 n'ont pas été tenues. A la maison d'arrêt de Rennes, sur 300 cellules, seules 60 sont en état. Des crédits sont attendus pour installer un sanitaire convenable. Le travail des détenus continue à être exploité : « un prisonnier qui travaille consciencieusement gagne tout juste 400 F par mois ». Dans ces conditions, certains détenus préfèrent se morfondre dans l'oisiveté de leur cellule.

COTES-DU-NORD

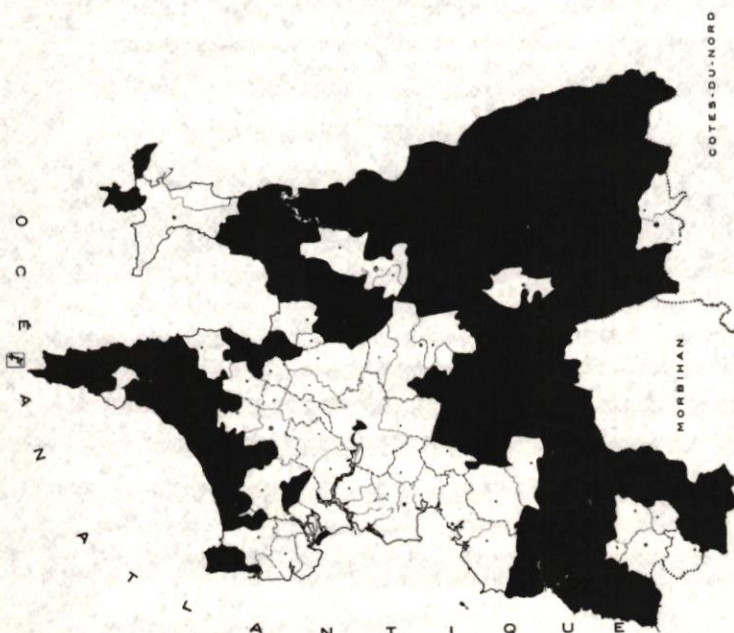
SAINT-BRIEUC : DEBRAYAGES ET GREVE DES CADENCES CHEZ CHAFFOTEUX & MAURY

A la fin du mois de mai, des débrayages d'une demi-heure se sont produits à plusieurs reprises chez Chaffoteaux et Maury, à l'appel de la C.G.T. De même une grève des cadences s'étendait dans l'usine, entraînant une baisse importante de la production. La revendication des travailleurs est simple : ils refusent le chômage partiel instauré par la direction : ils n'admettent pas que celle-ci s'installe dans les 28 heures hebdomadaires en essayant de rentabiliser l'usine au maximum. Ils reprochent au patronat de faire régner l'anarchie dans les horaires en faisant travailler certaines personnes 40 heures quand elle en a besoin et en les remettant à 28 heures quand elle n'en a plus besoin. A Saint-Brieuc, les ouvriers bretons ne veulent pas faire les frais de la crise !

FINISTERE

CORNOUAILLE : LE DEPEUPLEMENT S'ACCENTUE

Les premiers résultats du recensement de 1975 ont été examinés par le C.E.C.O.R. (Comité d'expansion économique de Cornouaille) qui a permis de dresser la carte ci-jointe où apparaissent en gris les zones où les décès l'ont emporté sur les naissances... Comme on peut le constater, le mal est grave et des cantons comme ceux d'Audierne, de Pleyben, de Scaër ou de Pont-Aven se sont dépeuplés encore davantage en 7 ans.



MOR-BIHAN

PONTIVY : LA SITUATION DE L'EMPLOI SE DETRIORE

Le récent conflit, en avril, à la menuiserie Jacques — dépendant désormais du groupe français Gimm — a attiré l'attention sur la dramatique situation de l'emploi à Pontivy. A la mi-avril, on comptait plus de 1500 chômeurs à Pontivy (sur plus de 9000 pour l'ensemble du département). A cela s'ajoutaient les 151 licenciés de chez Jacques-Gimm, et les 60 licenciés de la SODEVOC. L'union populaire pour la défense du Centre-Bretagne est un devoir breton de première urgence.

LOIRE-ATLANTIQUE

NANTES : CIRCULATION : FAIRE DE L'ARGENT A TOUT PRIX !

Dans le contexte départemental de chômage record, de précarité de l'emploi, de paupérisation des petits agriculteurs, etc... il y a des gens qui ne perdent pas le nord.

La nécessité de dégager Nantes a amené la nécessité de contourner la ville en construisant un pont en aval, pont dit de Cheviré. Selon un rapport présenté au Conseil général, une société d'économie mixte verra le jour pour son édification. Cela entraînera le paiement d'un péage pour tous les automobilistes qui l'utiliseront. Personne ne sait qui participera au capital social, qui sera concessionnaire. On aimerait le savoir, comme Alexandre Planchet, maire socialiste de Rezé qui dénonce les conditions de présentation du problème et le chantage qui l'accompagne.

Avec l'autoroute Nantes-Angers reportée pour l'instant aux calendes grecques, avec le pont de St-Nazaire aux péripéties financières imprévues, il faudra garder constamment la main au portefeuille pour pouvoir circuler, car le capital des riches doit fructifier par tous les moyens.

NOS LECTEURS (aussi) FONT LE P.B.

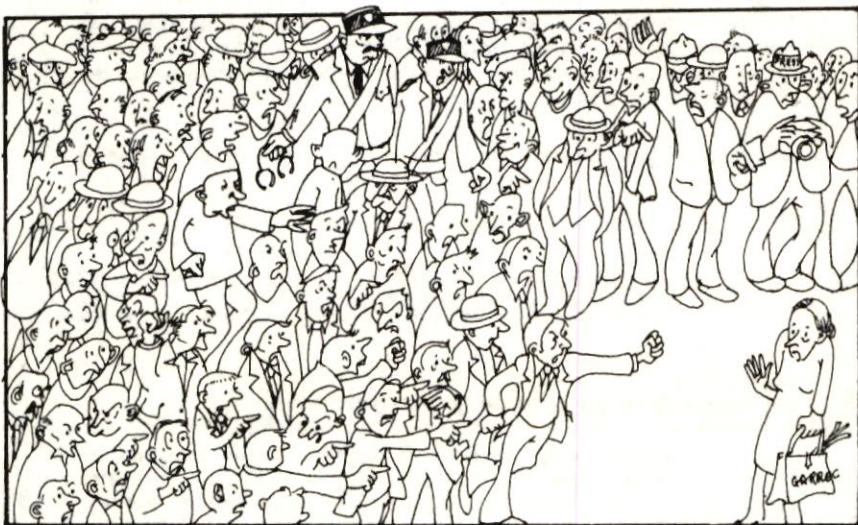
Nous rappelons ici le principe de cette rubrique, inaugurée avec le dernier numéro du P.B. Nos colonnes s'ouvriront désormais tous les mois aux collaborations signées que nos lecteurs nous adresseront. Si vous avez quelque chose à dire, prenez la parole : nous vous l'offrons.

UNE HISTOIRE TOUTE SIMPLE

Témoin d'un fait divers bien particulier et pourtant fréquent, j'ai pensé qu'il fallait en rapporter quelques détails à un journal qui dénonce les injustices qui sont monnaie courante en Bretagne.

Il était 11 heures. Devant un magasin à grande surface de Saint-Brieuc se déroule une scène poignante et terrible : une femme âgée tente d'échapper

Oh ! la raison, tout le monde la connaît, cette femme a voulu améliorer son ordinaire et, cela est parfois si tentant, a glissé dans son panier une petite folie. Certes, elle le regrette déjà ; mais quand on n'a qu'un salaire de misère pour tenter de survivre après une vie de labeur et de privations on peut bien se permettre, un jour, de franchir les barrières de la légalité ; la société vous doit bien ça !



Cliché Le Peuple Breton.

aux mains de la justice bourgeoise (en l'occurrence un surveillant de magasin et deux vendeuses). Elle supplie ces « honnêtes » gens de la laisser partir, sa voix tremble, ses yeux brillent. Est-ce la peur qui lui donne cet air de bête traquée, est-ce la honte d'être traitée comme une vulgaire malfaïtrice ? Elle va pleurer, doucement comme le font ces gens soumis et impuissants devant la justice des riches et la morale des autres. Mais ses bourreaux restent insensibles aux prières de cette pauvre femme. Il faut croire que la prime qui est au bout de cette « prise » sera bonne car pour se mettre à trois contre une grand mère, il faut en vouloir !... Si l'on s'inquiète de cette brutalité, la réponse se fait brève : « Ne vous mêlez pas de ça ! »

Ils ont tout donné, leurs terres, leurs fils et à présent ils doivent quémander un quignon de pain, s'avilir ou crever. Oui, pauvres gens vous avez été les dupes des notables bretons à la solde du pouvoir parisien. Ils vous ont saigné et à présent poussés par le désespoir il vous faut voler pour avoir ce qui vous est dû. Est-ce pour payer le droit de vivre en Bretagne que l'on y doit mendier ? Mais séchez vos larmes, ne rougissez pas de votre forfait. Qui de nous oserait vous jeter la pierre ? Il s'agit de condamner les vrais coupables et de rendre à nos anciens leur dignité. Le peuple breton se doit de bâtir une nouvelle société pour que cessent les souffrances et les injustices. Une société qui n'oubliera personne...

G.P., Plouguivel.

Petites Annonces

Nous signalons que ces annonces sont gratuites pour tous nos compatriotes à la recherche d'un travail. De même nos adhérents et sympathisants qui nous signaleront des offres d'emploi en Bretagne pourront bénéficier de la gratuité de l'insertion.

DEMANDES D'EMPLOI

— H. 32 ans, marié, formation I.N.F.A.C., titulaire C.A.P.A.S.E., 10 ans expérience profess. dans organisme social et cult. recherche poste à responsabilité direct-gestion-formation dans organisme social, cult., formation vacances ou tourisme en Bretagne. Préférence rég. St-Brieuc. Faire offre à Fulup Le Goff, Les Ruis-seaux - 22410 Tréveneuc.

— J.H. lib. oblig. milit., 23 ans, bacc., expérience, recherche en Bretagne emploi moniteur-éducateur enfance inadaptée. Libre tt de suite. Ecrire au journal qui transmettra. N° 75.1

Hôtel-Restaurant

« Les Routiers »

Place de
TOURNEBRIDE

22500 PAIMPOL

— Tél. 20 89.95 —

tient à votre disposition une

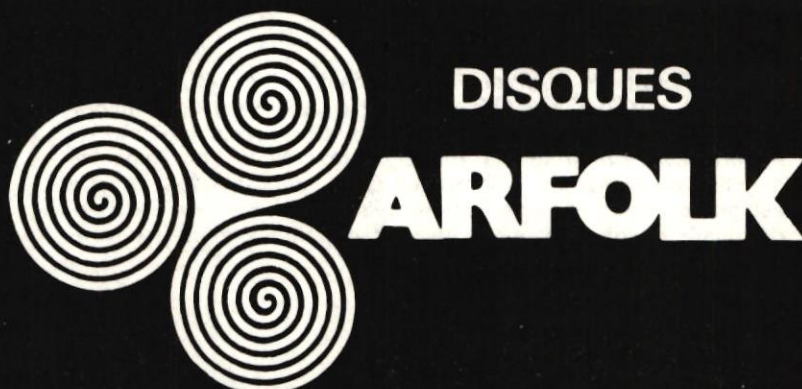
Nouvelle Salle pour
Réunions,
Noces et Banquets.
Allée de boules


Mad'Laines
PENGWIN STEMM

Mme Y. HERRY

18 Rue de la PORTE 29200 BREST

Tel : 45.00.60



DISQUES

ARFOLK

EDITIONS. PRODUCTIONS. DIFFUSION
sont réalisées en Bretagne

BOMBARDE et ORGUE - JEGAT et YHUEL

Grand prix du disque 73, Cythare d'or 73

Ar Sonerien Du - Diaouled ar Menez

Kouerien Sant Yann

Ar Bleizi Ruz - Ar Penseerien

Mikaël Kerné - Youenn Gwernig - Cadic Ha Kimry

Frères Pennec - Sœurs L'Hour - Frères Kergosien

Beilhadeg e Menez - Kamm (Veillée à Menez-Kamm)

DISTRIBUTION Keltia Tri (Production ALAN STIVELL)

Bagad Bleimor Champion de Bretagne 1973

DISTRIBUTION EXCLUSIVE DISQUES VELIA :

François Budet - Kannenou Santel

Satanazet - Georges Schmitt - Ar Skrilhed

La musique bretonne, c'est ARFOLK

SOCIÉTÉ BRETONNE D'ENREGISTREMENT

14, Passage du Blavet .. 56100 LORIENT..

CLASSIQUE

VARIÉTÉS

POP

JAZZ

FOLK

Votre disquaire à BREST :

disco

39, rue Jean-Jaurès — BREST

DISQUES BRETONS ET CELTIQUES

RETROUVER NOTRE HISTOIRE...



LES REVOLTES BRETONNES DE 1675

Il y avait longtemps qu'on attendait ce livre. Depuis un siècle, on avait peu écrit sur les Bonnets rouges bretons de 1675. Et qu'avait-on écrit? Un livre, solide dans son information mais bien conservateur dans sa démarche, signé La Borderie. Un autre ouvrage de l'archiviste Lemoine tout aussi informé et réactionnaire... Quelques articles de première main (dont ceux de Luzel, Bazin et Bernard). Et une foule d'articles, d'essais et de commentaires sans aucun intérêt historique en ce sens que les auteurs se bornaient à piller sans vergogne les ouvrages précédents. De plus on ne se privait pas de solliciter l'histoire de notre peuple : les Bonnets rouges devenaient révolutionnaires, chouans, « Breiz atao », avant la lettre... selon les besoins de la cause. Cette tentation n'a pas disparu : les « comités d'action bretons » n'ont pas craint récemment d'y voir « la première manifestation d'inspiration socialiste en Europe », ce qui est proprement risible!

Il était donc nécessaire de revenir au sérieux et à la modestie. Sérieux, les auteurs de ce livre le sont. R. Garlan et C. Nières sont deux historiens, communistes, en poste à Rennes. Ils offraient la garantie d'un métier qui se sent dans leur méthode rigoureuse, dans leur constant recours aux documents, dans les nuances et les réserves de leurs jugements... Ils y ont ajouté la modestie de leur démarche. N'étant pas à proprement parler des spécialistes des révoltes rurales au XVII^e siècle, ils ont volontairement limité leurs propos : ils ont rassemblé, mis à jour, dépoussiéré toute la documentation connue jusqu'alors. Ils l'ont ordonnée en un récit complet, passionnant où ils n'interviennent que pour redonner à l'histoire sa cohésion :

quelle différence avec ceux qui les précédaient!

Mais si, ce faisant, ils ont le grand mérite de nous restituer un épisode fondamental de l'histoire du peuple breton, ils n'ont pas pour cela renoncé à leurs convictions. Ils ont eu en effet la grande chance de connaître un article, inédit en français, du spécialiste soviétique des révoltes populaires Boris Porchnev — article paru en 1940 dans une revue russe. Appuyés sur cette découverte, ils ont entrepris de proposer en conclusion une analyse de la révolte. Ils ont ainsi pu montrer qu'à l'évidence « la révolte rurale des Bonnets rouges est un excellent révélateur, pour l'Ancien Régime, de la réalité sociale fondamentale, qui est une réalité de classes ». Les autres interprétations ne résistent pas à la féconde confrontation des documents...

Si on peut n'être pas tout à fait d'accord avec l'analyse que font les auteurs de la « brittonité » de la révolte — et nous regretterons que sur ce point nos historiens français n'aient pas suivi Porchnev, qui est beaucoup plus net —, si nous pensons que les chapitres introductifs souffrent un peu de l'état actuel de la recherche historique bretonne, dans les domaines économique et social, nous dirons cependant que ce petit livre qui vient à son heure est tout simplement indispensable.

On ne saurait parler ou écrire sur les Bonnets rouges à l'avenir sans tenir le plus grand compte de ce qu'il nous apprend, particulièrement dans sa conclusion.

R. Léprohon.

Yvon Garlan - Claude Nières, Les révoltes bretonnes de 1675, Papier timbré et Bonnets rouges. Editions sociales, Paris.



QUE LA FETE COMMENCE...

SE fiant aux critiques des principaux journaux de Paris, on peut très bien être allé voir ce film en pensant qu'il s'agissait d'une (bonne) chronique historique de la vie du Régent. On découvre en réalité quelque chose de tout différent : pendant la Régence, en effet, on réprime une révolte en Bretagne, et c'est la révolte de Pontkalek!

On conçoit que, devant la beauté des images, devant la truculence du propos, devant la construction du récit, qui fait converger insensiblement plusieurs actions indépendantes, le personnage du petit marquis « si jeune, si gai, si plein de cœur » n'ait pas réussi à émouvoir le parisianisme des commentateurs, comme il eut du mal à intéresser les distributeurs dont l'un demanda à Bertrand Tavernier ce que ce Breton venait faire dans cette histoire (1).

Ici, on voit très bien ce qu'il vient faire! Les réactions de la salle le montrent assez... 1720 est loin, mais il y a dans le film de Tavernier les références nécessaires, et dans notre peuple une mémoire suffisante pour que la chronique se fasse bien actuelle.

On est loin, c'est sûr, du pamphlet militant. Nulle morale dynamisante n'apparaît, nulle prophétie révolutionnaire, sauf dans la scène finale, où un carosse qui brûle annonce bien d'autres incendies. Mais Tavernier nous avertit de son parti pris (1), en citant cette curieuse phrase de Nixon : « il faut se méfier, peut-être plus que des films militants qui s'adressent à un public déjà averti, il faut se méfier des films normaux qui contiennent une ou deux gouttes de poison, qui peuvent être extrêmement dangereux ».

Le poison dangereux, le voilà : c'est de montrer dans un film des paysans qui parlent breton, ce sont ces paysages de l'automne en Bretagne, c'est le

Cap Sizun en proie aux rafles qui alimenteront la Louisiane en hommes jeunes, pendant qu'à Paris on compte ce que rapporte la colonisation, c'est ce menu peuple, magnifiquement photographié en ocre et en orange, référence presque évidente au « Printemps des Bonnets rouges ».

Le poison, c'est également Pontkalek; mais là, la subversion est au second degré : le brave marquis, que joue Jean-Pierre Marielle est un raté sympathique, bon Breiz-Atao rêveur, fauché, député à Paris mais qui se perd, marié à son insu à une fille incompréhensible. Le soulèvement populaire qui ne rassemble que quatre paysans, les bateaux espagnols qu'on attend en vain, la république bretonne qui n'intéresse que les nobles : quelle dérision! Et pourtant, combien en avons-nous cotoyé de ces Pontkalek-là?

A du Couëdic, Montlouis, Talhouet qui attendent avec lui, à Nantes, qu'on leur coupe la tête, Pontkalek dit ces paroles, qui sont exactement celles que cite La Villemarqué dans le Barzaz-Breiz. « Après avoir confessé M. du Couëdic, dit le religieux, je me retirai en le saluant. Voulant me rendre le salut : « Où est-il, dit-il, mon chapeau? — Hé! Qu'avons-nous besoin de chapeaux? répondit M. de Pontkalek, on nous ôtera bientôt le moule des chapeaux! »

Pourtant, quand éclate alors, chantée par Gilles Servat, la gwerz si célèbre, on ne peut que se demander avec émotion comment une telle suite d'échecs a trouvé depuis 250 ans un si vaste écho chez nous. Ce n'est quand même pas uniquement grâce à la mélodie?

Jean Guéguéhiat.

(1) Cité dans le numéro de mai de « Cinéma 75 ».

Peuples opprimés

IRLANDE

Ci-dessous Billy Mac Millen, leader de l'I.R.A. à Belfast qui a été assassiné, le 29 avril dernier, par les tueurs de l'I.R.S.P. (voir le Peuple Breton de mai 75). Ce nouveau meurtre fait suite à celui de Paul Crawford, abattu le 12 avril dernier, alors qu'il vendait le journal du Sinn Féin dans les rues de Belfast.



Cliché Le Peuple Breton.

LA REUNION

Le 27 Avril dernier, au cours d'une conférence extraordinaire du Parti Communiste Réunionnais qui rassemblait un millier de délégués, Paul Verges, Secrétaire Général du P.C.R. a fait des révélations précises et accablantes concernant les agissements de la C.I.A. dans l'Océan Indien. Il a mis en évidence l'action entreprise par certains agents au service de l'impérialisme américain pour éliminer des responsables politiques des îles de l'Océan Indien luttant contre la militarisation américaine dans cette partie du monde. Parmi les hommes politiques à éliminer se trouve Paul Berenger de l'île Maurice et Paul Verges lui-même. Cette menace n'est pas à sous-estimer quand on songe au meurtre récent du colonel Ratsimandrava, chef de l'Etat malgache.

GALICE-EUZKADI CATALOGNE

Le 2 Mai, à Lisbonne, a eu lieu la constitution d'un front politique entre l'U.P.G. (Union du Peuple Galicien), le P.S.A.N. (P) (Parti Socialiste pour la libération des Pays Catalans) et E.T.A. (Euskadi Ta Askatasuna). Ce front se définit en particulier en réaction par rapport à la "Junta Démocratique d'Espagne" qui regroupe le P.C.E. (Parti Communiste Espagnol) et certains membres de l'opposition appartenant à la bourgeoisie espagnole.

A noter que l'U.P.G. et le P.S.A.N. (P) sont signataires de la "Déclaration de Brest" en compagnie de l'U.D.B.

OMAN

LA GUERRE PEU CONNUE D'UN PEUPLE COURAGEUX

L'histoire d'un pays et d'une révolution ne se raconte pas en quelques lignes. Le texte suivant, malgré sa brièveté est destiné à mieux faire connaître un combat ignoré (ou presque) en Europe occidentale.

OMAN

Oman est situé au sud-ouest de la péninsule arabique, au débouché du Golfe et compte près d'un million d'habitants. La population est concentrée dans la région du nord, en particulier autour de la capitale Mascate et dans la province méridionale du Dhofar. Entre les deux s'étend un désert immense.

Dès l'essor du colonialisme européen, la région a intéressé divers pays pour sa position stratégique : porte orientale du monde arabe et point de contrôle de la route des Indes. Pendant longtemps cependant les Britanniques se contentèrent de contrôler la façade maritime d'Oman en soutenant le régime réactionnaire du sultan. L'Oman intérieur restait sous le pouvoir des chefs de tribus regroupés autour d'un chef politico-religieux : l'imam.

Au lendemain de 1945, la découverte du pétrole dans tout le Golfe allait décupler l'intérêt que la région présentait aux yeux des colonialistes. Les Américains soutinrent l'imam et les Anglais le sultan dans une guerre qui ravagea le pays de 1957 à 1959 et qui se termina par la victoire du sultan. L'exploitation commerciale du pétrole fut entamée en 1967 et permit au sultan pro-britannique de multiplier son budget par cinquante. Il dispose ainsi de puissants moyens pour s'opposer au mouvement révolutionnaire.

LA REVOLUTION DU DHOFAR EN 1965

Assez vite l'impérialisme britannique s'est heurté à l'opposition populaire et à la montée des forces patriotiques dans le pays. Des grèves dures éclatèrent en 1938, 1954, 1955 et 1966. De nombreux Omanis, émigrés originaires du Dhofar, jouèrent un rôle important dans le déclenchement de la lutte armée qui intervint le 9 juin 1965 contre les Britanniques et leur sultan. La lutte fut initialement dirigée par le Front de libération du Dhofar où se trouvaient des ouvriers



révolutionnaires, mais aussi des éléments nasséristes et certains chefs de tribus de l'intérieur qui désiraient surtout se débarrasser du joug du sultan, sans avoir des perspectives anti-impérialistes claires.

En 1968, cependant, l'influence de la victoire du mouvement révolutionnaire au Yémen du Sud permit au F.L.D. d'évoluer nettement vers le socialisme scientifique : le Front devint alors le Front populaire de libération du golfe arabe (F.P.L.G.A.). La guerre prend alors de l'ampleur et les zones libérées grandissent et sont des terrains d'application du programme révolutionnaire : développement de l'agriculture, émancipation des femmes, milices d'auto-défense. En 1970, le nord du pays, à son tour s'embrase sous la direction du Front national démocratique.

L'INTERVENTION MASSIVE DES IMPERIALISMES

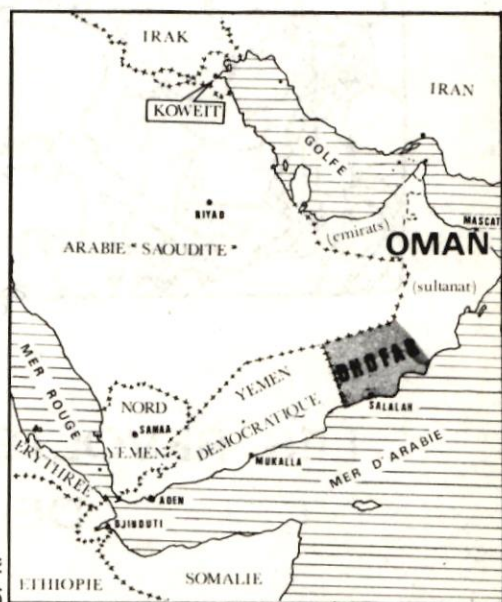
L'extension de la guerre populaire aux abords des champs pétroliers constitue une telle menace pour l'impérialisme britannique que celui-ci décide de prendre les choses en main : le vieux sultan réactionnaire — qui interdisait jusqu'à l'importation des bicyclettes et des transistors — est déposé et remplacé par son fils Qabous qui promet qu'Oman va se transformer en un état moderne. En même temps les forces de répression du sultan, encadrées par les Anglais accentuent leur pression au nord et au sud.

Mais les diverses branches du mouvement de libération nationale s'unissent, malgré les difficultés de communications. Elles reçoivent en 1972, l'adhésion du Parti clandestin du travail d'Oman qui rassemble les ouvriers des exploitations pétrolières.



Cliché Le Peuple Breton.

C'est alors qu'entrent en scène le sanguinaire Chah d'Iran et son régime, élevé au rang de gendarme régional de l'impérialisme grâce aux ressources naturelles et humaines que possède l'Iran. Un corps expéditionnaire est envoyé au Dhofar en 1973 pour pallier l'impuissance des Britanniques à écraser la rébellion. Le Chah a d'ailleurs des visées sur le territoire d'Oman et a occupé 3 îles omanies du golfe. Les effectifs iraniens (3 500 dans le Dhofar, 11 000 dans tout l'Oman) sont nettement supérieurs à ceux du sultan. Armés par les Etats-Unis, ces soldats sont des « tireurs d'élite » entraînés par les 6 000 instructeurs américains présents en Iran.



LE F.P.L.O.

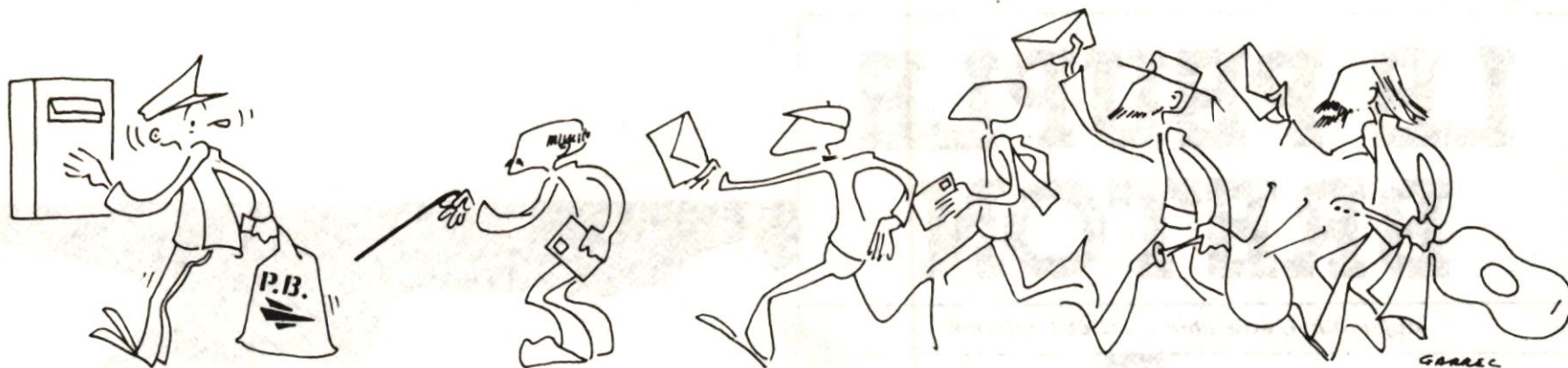
En juillet 1974, le mouvement national prend le nom de « Front populaire de libération d'Oman » et se fixe comme tâche prioritaire la lutte armée contre la présence étrangère dans le « sultanat ». Pour mener cette tâche à bien le Front regroupe toutes les classes nationales. On y trouve la paysannerie, la population nomade (en particulier les bergers) et le prolétariat ouvrier qui assure la direction politique. Une place est offerte à la petite-bourgeoisie des villes.

Dans les zones libérées, le Front jette les bases d'une société omanie nouvelle. Ainsi voit-on se développer :

- des comités culturels et des comités des problèmes populaires, chargés de lutter contre l'esclavage, le tribalisme et la propriété tribale
- des écoles (dont la première a été ouverte en 1970). L'objet principal est l'alphabétisation mais comprend aussi une formation politique et militaire.
- l'émancipation effective des femmes, suivie de leur formation politique et militaire
- des conseils populaires, qui exercent le pouvoir dans les zones arrachées à l'ennemi.

Ailleurs, le Front lutte contre le régime de Qabous et ses alliés britanniques, iraniens et jordaniens (car le souverain hachémite a lui aussi son corps expéditionnaire et vient de faire don au sultan de 31 avions qu'il a payés avec l'aide reçue de l'Arabie Séoudite ultra-réactionnaire). Les impérialismes occidentaux appuient le régime fantoche de Qabous : ainsi le 19 décembre dernier, Giscard d'Estaing recevait à l'Elysée un ambassadeur du sultan et la France a livré 12 avions franco-anglais « Jaguar » au sultan.

En face, les forces anti-impérialistes mondiales doivent s'unir dans le soutien à la révolution omanie jusqu'à la victoire finale : comme au Viêt-Nam, il faut que triomphe la guerre populaire de libération nationale menée par un petit peuple courageux et fier.



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

PETROLE DE LA MANCHE : OPTIMISME MITIGE

Au cours d'un récent séjour en Bretagne, j'ai été très intéressé par l'article publié dans le numéro de mars 1975 du « Peuple Breton » sur le pétrole. Ayant eu moi-même l'occasion d'effectuer un reportage d'un mois en Ecosse et aux Shetlands pour le Service français de la BBC pour qui je travaille, j'ai pris un vif intérêt à cette enquête et c'est pourquoi je me permets de vous écrire.

Je voudrais en effet apporter quelques précisions à propos des réserves de pétrole se trouvant dans le secteur britannique de la Mer du Nord. On dit très souvent (et l'article du Peuple Breton semble aller dans ce sens) que la Grande-Bretagne pourra suffire à ses besoins en pétrole d'ici 1980. Cette affirmation est certes juste, même si l'on accepte comme exacts les chiffres de production donnés par le gouvernement qui, selon certains experts, sont en-dessous de la vérité. En fait, la Grande-Bretagne sera toujours obligée

(on me l'a répété partout en Ecosse) d'importer du pétrole. La raison en est que le pétrole de la Mer du Nord est de trop bonne qualité pour être utilisé à des fins uniquement domestiques ou industrielles. Il faudra donc mélanger ce pétrole à du pétrole de moins bonne qualité. C'est pourquoi la Grande-Bretagne sera encore tributaire, même en 1980, du pétrole du Proche Orient.

Je voudrais aussi vous signaler qu'il ne manque pas non plus d'observateurs et d'experts pour avoir de sérieux doutes sur la rentabilité des champs pétrolifères du secteur Britannique en particulier pour ceux découverts au large des Shetlands, et que l'optimisme manifesté au début devient de plus en plus prudent.

Je tenais à vous apporter ces précisions, ayant été vivement intéressé par ce reportage, ainsi que par les autres articles de votre journal puisque je suis moi-même d'origine bretonne.

Y. Loisel, Londres.

« RECTIFICATION »

J'ai relevé dans votre numéro 136 une lettre de lecteur signée G. Provost et portant le titre « La Bretagne dans les livres scolaires ». Voici le commentaire que m'inspire cette lecture :

1) En ce qui concerne le livre de géographie, classe de 1re de Diville et Prévot il n'existe pas d'édition de 1973, mais seulement une édition de 1968 et formellement datée en page 2. Cette édition est réimprimée chaque année sans changement. Nous sommes si conscients du vieillissement de certains éléments, malgré la solidité de l'ensemble, que nous avons édité en 1973 un fichier intitulé « ACTUALITES GEOGRAPHIQUES : LA FRANCE » dans lequel chacune des régions françaises est traitée en mises à jour. Dans les pages consacrées à la Bretagne, p. 60 à 64, il n'est plus question de sarrasin.

2) Ecrire, comme le fait votre correspondant, que la carte économique p. 105 repose sur le sarrasin et la pomme de terre est parfaitement incorrect. Vous trouverez ci-joint la photocopie de cette carte où le mot « sarrasin » apparaît en effet au même titre que « canard », « pommier », « chevaux », etc... pour signaler précisément un fait marginal par rapport aux données principales exprimées dans le carton de légende de la carte.

3) Quant à la mention de l'inscription maritime, elle n'est qu'un rappel historique d'une époque où la notion de retraite n'existait pas. Il est évident qu'elle n'est plus d'actualité à une époque où la retraite est prise à 65 ans, ou même dans certains cas nettement plus tôt. Y voir une tentative d'abrutissement bourgeois des jeunes Bretons est malveillant. La preuve de cette malveillance est fournie par le paragraphe tertio de votre correspondant qui comporte uniquement ces mots : « etc..., etc... »

Librairie Belin, Paris.

Dont acte... Il faut bien dire cependant que, quoi que vous en disiez et à la décharge de notre lecteur, la carte incriminée paraît quand même bien désuète, même pour 1968.

L'ISOLEMENT DES BRETONS A PARIS

Je m'abonne au P.B. J'ignore si je suis d'accord avec vous sur tout, mais ce que je sais, c'est que l'isolement des



14, Boulevard Lefebvre - 56100 LORIENT - tél 21 19 21

Bretons à Paris est parfois difficile à rompre. Comme je sais que je ne serais pas à l'aise dans les sociétés traditionnelles, je m'en suis tenue à l'écart ; peut-être est-ce une erreur ?

Je vis depuis plus de 25 ans hors de Bretagne. J'ai deux enfants âgés de 14 et 16 ans et qui aiment la Bretagne ; mais que savent-ils de ce pays. Ils ont, comme moi-même, tout à apprendre.

Les vacances que nous y avons passées en 74 ont été un demi-échec, et je voudrais éviter que ça ne se reproduise en 75. Nous savons ce que nous voulons, mais cela peut-il se concrétiser ? Rencontrer des amis qui partagent nos opinions sur les vacances et le retour au pays. Passer des vacances utiles qui ne soient pas une rupture avec la vie quotidienne. Retourner au pays, mais pas en touristes. Rencontrer des gens qui s'intéressent à tous les problèmes bretons. Pouvoir commencer à étudier notre langue, discuter sur la musique et les arts, apprendre nos danses. Partager la vie d'un groupe.

J'attends le journal, peut-être m'apportera-t-il quelques réponses. De toutes façons il sera le bienvenu.

Y. Dantec, Paris.

HEUREUSEMENT QUE LE P.B. EXISTE

Je suis plus que satisfait du « Peuple Breton », journal solide qui fait très bien le lien économique - culturel ; mon souhait est qu'il existe un journal de qualité équivalente dans chaque région, et pas seulement chez les minorités, mais aussi dans le Bassin Parisien (Ile-de-France, Poitou, Berry, Normandie...).

Cependant, je ne renouvelle pas mon abonnement. Malgré mon intérêt pour tout ce qui touche la Bretagne, je suis plus sensibilisé par les problèmes du

Pays basque (j'en suis originaire par ma mère et mes parents habitent là-bas). J'ai donc l'intention de m'abonner à « Euskaldunak », jeune journal qui semble suivre votre voie. Je sais bien que les deux lectures ne sont pas contradictoires — tout au contraire — mais il y a l'argent et le temps de lecture qui interviennent.

Il est important que vous continuiez votre travail d'information : il faut que vous existiez. Je continuerai, bien sûr, à parler autour de moi du P.B. comme l'exemple type d'un journal militant qui ne soit pas pensé d'après les schémas parisiens (heureusement que de tels journaux existent).

P. Guelton, 92-Anthony.



librairie de Bretagne

yves durand - Noël
libraire-expert

vous présente
1 RUE ST-GEORGES
un grand choix
d'ouvrages anciens
et nouveaux
consacrés à la
BRETAGNE
et beaux livres
de bibliophilie

RENNES tél 30.30.83

ABONNEZ-VOUS

**LE PEUPLE
BRETON**

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

Souscrit un abonnement ordinaire : 20 F (1)
étranger : 30 F (1)
de soutien : à partir de 30 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 45 F (1)

A partir du N° _____ inclus

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat-lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

**PUBL
VREIZH**

en langue bretonne

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

Souscrit un abonnement ordinaire : 10 F (1)
de soutien : à partir de 20 F (1)

un réabonnement (1)

A partir du N° _____ inclus

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
mandat-lettre (1) (1) Rayer les
chèque bancaire (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2746-79

LE PEUPLE BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

SOMMAIRE

PAGE 3

LA CHARTE
DE L'U. D. B.

PAGE 4

VICTOIRE PAYSANNE
A PLESSÉ

PAGE 5

TRÉGUIER :
LE CONFLIT DE
LA S. L. E.

PAGE 6

LE DESTIN DE LA
LANGUE BRETONNE

PAGE 7

CHRONIQUE DES
MARINS

PAGE 10

L'INTOX DE LA
PRESSE BOURGEOISE

PAGE 11

LE PROBLÈME
BRETON DE BREST
A NANTES

PAGE 13

UN LIVRE,
UN FILM
SUR L'HISTOIRE
BRETONNE

PAGE 15

COURRIER DES
LECTEURS

FÊTE DU PEUPLE BRETON



**MORLAIX
LANGOLVAS**
28-29 juin

**STIVELL
KERVAL
BESSON
NÉVENOÉ
THÉÂTRE
CABARET
FEST-NOZ
CINÉMA
MIME
STANDS
ETC...**

une fête populaire
et internationale
organisée par
l'union démocratique bretonne

Composition mécanique - Lorient
Imprimerie Cornouaillaise - Quimper
Publication inscrite à la C.P.A.P. N 41.387
Tirage : 8000 ex. — Dépôt légal : 2^e trimestre
Directeur de la publication : R. Leprohon.